

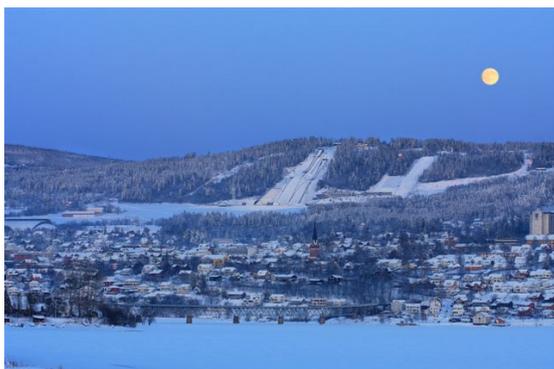


VIIIèmes Assises Européennes de la Montagne

« Les Montagnes européennes—Un souffle d'innovation »
15-17 Septembre 2010, Lillehammer, Norvège



Livret de la conférence



VII^{èmes} Assises Européennes de la Montagne « Les Montagnes Européennes - Un souffle d'innovation »

15 -17 Septembre 2010
Lillehammer, Norvège

Table de matière

Présentation des organisateurs de la conference.....	3
Editorial par André Marcon, président d'Euromontana.....	4
Editorial par Svein Borkhus, responsable du réseau des montagnes de Norvège.....	5
Sponsors des VIIèmes Assises Européennes de la Montagne.....	6
Intervenants et modérateurs.....	7-25
Appel aux bonnes pratiques.....	26-49
Coordonnées des organisateurs.....	50

Ce livret a été réalisé par Euromontana
et Fjellregionsamarbeidet

Euromontana est l'association Européenne multisectorielle pour la coopération et le développement des territoires de montagne. Elle rassemble des organisations nationales et régionales de différents pays de l'Europe: agences de développement régional, collectivités territoriales, organisations agricoles, agences environnementales, organisations forestières et instituts de recherche.

La mission d'Euromontana est de promouvoir des montagnes vivantes en oeuvrant pour le développement global et durable et l'amélioration de la qualité de vie.

Pour ce faire, Euromontana facilite l'échange d'informations et d'expériences entre ces territoires à travers l'organisation de séminaires et de conférences, la réalisation et l'encadrement d'études et de projets européens et par une bonne collaboration avec les institutions européennes sur les problématiques liées à la montagne.



Le NMN (Réseau des montagnes de Norvège, Norwegian Mountain Network) est un réseau qui rassemble les municipalités, les conseils régionaux et les conseils de comté du sud de la Norvège, où les régions de montagne représentent une part importante des ressources. Le réseau se fait le porte-parole des communautés de montagne et œuvre en faveur d'une nouvelle politique pour les montagnes de Norvège en apportant sa contribution aux politiques de développement régional.

Objectif du NMN : *les communautés de montagne devraient être dotées de sociétés vivantes et pérennes, un but en accord avec sa déclaration de mission : les communautés de montagne sont vivantes, les communautés de montagne sont une richesse !*

Le NMN met en exergue les immenses ressources que possèdent ces régions. Il pointe les valeurs que les communautés de montagne apportent à la société dans son ensemble, ainsi que les défis particuliers auxquels elles sont confrontées. Parmi les thèmes et les domaines de coopération importants :

- Innovation, développement de l'activité et des compétences
- L'agriculture dans les régions de montagne
- La « vie moderne » dans les communautés de montagne
- L'utilisation et la gestion de vastes zones naturelles protégées
- La coopération internationale sous l'égide d'Euromontana

Le NMN travaille pour une politique propre à la montagne, assurant que les valeurs que les communautés de montagne prônent et les ressources qu'elles apportent à la société bénéficient également à ces mêmes communautés en y générant croissance économique et démographique, emploi et développement socioculturel. L'avenir a besoin de la diversité que créent des communautés de montagne actives et durables !

Au 01-09-2010, le NMN compte 15 membres : cinq conseils de comté, quatre conseils régionaux et six municipalités du sud de la Norvège.



L'innovation dans les régions rurales de montagne ? Bien sûr !

Nous avons choisi d'axer ces Assises Européennes de la Montagne sur l'innovation car nous sommes convaincus que **les populations montagnardes doivent placer l'innovation au cœur de leur stratégie de développement.**

L'innovation est depuis trop longtemps vue comme un concept n'intéressant que des laboratoires de haute technologie dans les grandes agglomérations. Le présupposé derrière ceci est que les idées créatives ne peuvent naître que d'une forte concentration de gens et d'entreprises. Avec ces assises, nous avons l'ambition de montrer que les hommes sont créatifs lorsqu'ils sont confrontés à des défis, que l'innovation peut prendre des formes très variées et, plus généralement, qu'elle peut transformer les difficultés en opportunités.



Contraints d'affronter de nombreuses difficultés dans leur vie quotidienne, les montagnards ont de tout temps été obligés d'innover. Les problèmes d'isolement et d'accessibilité, le manque de services, le manque de connaissances et de compétences, la rareté de la population et des entreprises, etc... tous ces problèmes qui se posent aux régions montagneuses par rapport aux zones de plaine ont aussi des **côtés positifs**. Les idées neuves et les solutions inventées pour surmonter les difficultés sont autant de preuves que **les contraintes peuvent aussi devenir des moteurs de l'innovation.**

Nos régions montagneuses ont déjà témoigné de leur immense potentiel d'innovation. Les Assises Européennes sur la Montagne et les expériences rassemblées dans ce livret démontrent que **les régions de montagne ont d'ores et déjà trouvé des solutions innovantes** en matière d'éducation, de tourisme, de services publics, de développement commercial, d'exploitation forestière, etc. **Ces innovations doivent être diffusées et partagées entre les acteurs de la montagne.** Servant de plateforme de partage de connaissances et d'expérience entre experts de l'innovation, acteurs locaux et régionaux de la montagne, représentants de la Commission Européenne et acteurs privés, avec l'objectif d'améliorer le potentiel d'innovation des montagnes, nous espérons que le débat aura une influence sur la future politique de l'Union Européenne en matière d'innovation, débattue ces jours-ci à Bruxelles.

L'innovation, conjointement à la recherche, fait partie de la *stratégie UE 2020* que l'Union Européenne et ses États membres ont récemment adoptée pour répondre à la crise économique et pour dynamiser les entreprises européennes. Cette stratégie a pour but l'amélioration des conditions-cadres et de l'accès au financement de la recherche et de l'innovation, afin de concrétiser la transformation des idées innovantes en produits et services promoteurs d'une croissance intelligente, durable et inclusive.

Nous avons la conviction que **les régions de montagne sont des lieux d'innovation et que les populations montagnardes contribuent à rendre l'Europe plus innovante** et donc plus compétitive au niveau mondial. Elles soutiennent ainsi l'un des objectifs majeurs de l'Union Européenne : donner naissance à une union de l'innovation à horizon de 2020. C'est pourquoi nous appelons **les décideurs politiques à reconnaître la valeur du potentiel d'innovation des régions montagneuses, et à leur apporter leur soutien.**

André Marcon
Président d'Euromontana





Chers amis de la montagne !

C'est un grand honneur que de vous souhaiter la bienvenue à ces VIIIèmes Assises Européennes de la Montagne de Lillehammer.

Ici, en Norvège, le débat fait rage autour d'une question : la valeur est-elle créée dans la capitale, ou dans les régions ? Et cette question en amène une autre : de quelle valeur parlons-nous ?

Les régions montagneuses apportent énormément à la société : énergie hydraulique, ressources alimentaires, matériaux de construction et zones de loisirs, sans parler des mines, qui ont offert leurs richesses au pays pendant des générations.

L'agriculture a toujours été un pilier des régions de montagne. Par leur activité, les populations des districts ruraux ont fait des montagnes et de leur nature des endroits précieux et attrayants, tant à leurs yeux qu'à ceux des populations urbaines. Voilà les valeurs sur lesquelles reposent notre société.

Mais pour pérenniser cet état de fait, les régions de montagne ont besoin du même développement et des mêmes possibilités que les régions plus densément peuplées. On croit trop facilement être le meilleur dans sa partie et toujours faire ce qu'il faut. Mais c'est une idée dangereuse ! C'est pourquoi il est important d'organiser des sommets entre les régions montagneuses d'Europe, comme ce sera le cas à Lillehammer du 15 au 17 septembre. Ici, les amis de la montagne peuvent échanger des expériences et des idées, et élaborer les politiques de la montagne pour l'avenir. Parmi les missions majeures, construire des relations de confiance avec nos parlements et, plus important encore, avec l'Union Européenne.

Pendant ces trois jours à Lillehammer, nous allons continuer de travailler sur ce en quoi nous croyons : l'innovation et la construction de compétences dans les régions de montagne, afin que les générations futures puissent vivre aussi bien que nous... Des visites d'étude dans les régions de montagne seront effectuées pour présenter des exemples d'innovations dans différents domaines.

« Les communautés de montagne sont vivantes, les communautés de montagne sont une richesse ! »
Prouvons le!

Bienvenue à Lillehammer ! Et pour les participants venus d'autres horizons : bienvenue en Norvège !

Svein Borkhus

Responsable du Réseau des montagnes de Norvège.

Les Assises Européennes de la Montagne sont financées par :



Le ministère du gouvernement local et du développement régional est responsable de la politique du logement et de la construction, de la politique régionale, des finances municipales, de la gestion locale et de l'organisation des élections.

L'objectif gouvernemental de la politique régionale consiste à :

- veiller à ce que chacun bénéficie d'une liberté réelle de s'établir là où il le souhaite,
- garantir des conditions d'existence équivalentes ainsi que l'utilisation des ressources de l'ensemble du pays,
- maintenir les caractéristiques du modèle d'habitat dans le but de perpétuer et de développer la diversité historique, culturelle et économique associée,
- faire en sorte qu'une politique régionale active et ciblée contribue à la création de valeur, d'emplois ainsi qu'à la prospérité là où les gens vivent.

Le comté d'**Oppland** est divisé en 26 communes, avec 183 637 habitants au total. 80 % de la superficie est à une altitude de plus de 600 m. Le plus haut sommet de Norvège, Galdhøpiggen se situe dans ce comté, qui partage par ailleurs avec le comté de Hedmark le plus grand lac du pays, le lac Mjøsa. Oppland est aussi le seul comté norvégien sans littoral ou frontière internationale. Sa nature y est préservée et il jouit d'un bon climat et une vie culturelle riche.

Le comté de **Hedmark**, qui se trouve au cœur de la Norvège, abrite 190 709 habitants répartis sur 22 municipalités. Doté d'un climat tempéré et d'une vie culturelle riche, il est voisin de la Suède à l'est. Ce comté, le plus grand comté agricole et forestier de Norvège, abrite l'aire de nature sauvage la plus au sud de Scandinavie et la plus longue rivière de Norvège, la Glomma. Smeltehytta, à l'est du lac Femunden, est inscrite sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le comté de **Buskerud** est situé au nord-ouest de la capitale Oslo, et occupe un territoire grand et varié. La partie sud comprend à la fois des sites historiques de l'ère Viking et des centres d'industrie de haute technologie, comme les technologies pétrolières et spatiales. Au sud se trouvent aussi les quatre villes principales de Buskerud. La partie montagneuse au nord et sa vallée d'Hallingdal est la région norvégienne la plus importante au niveau du tourisme avec les fameuses destinations de ski Norefjell, Geilo et Hemsedal.

Le comté de **Sogn og Fjordane** a le plus long littoral de l'ouest de la Norvège, de nombreux fjords et de hautes chaînes de montagnes. Ses fjords sont parmi les destinations à visiter les plus réputées au monde. Le comté est caractérisé par sa faible densité de population, par ses nombreux sites distinctifs, petits et moyens, et par ses qualités naturelles et culturelles d'envergure nationale. Le développement du comté se base sur ses vastes ressources naturelles, tout en les exploitant et les développant de manière à les protéger.

On décrit souvent le comté de **Telemark**, avec ses archipels étincelants et ses somptueux plateaux montagneux, comme « une Norvège en miniature ». Le comté de Telemark s'étend de la côte de Skagerrak et de l'intérieur des terres jusqu'aux plateaux montagneux de Hardangervidda, sur un paysage jalonné de villages agricoles, de vallées étroites, d'abrupts versants montagneux et d'innombrables lacs, rivières et cascades.

**Nous remercions tous les intervenants et les modérateurs
des VIIèmes Assises Européennes de la Montagne
pour leur participation**

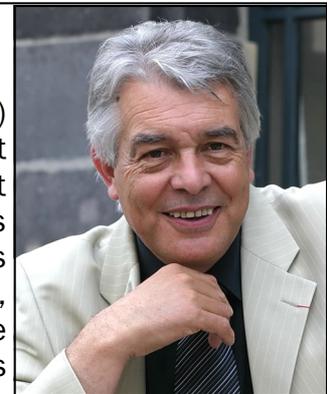
Audun Tron
Président du Comté

Audun Tron (parti travailliste norvégien) a été élu en 2003 puis réélu en 2007 en tant que président du Conseil du Comté. Il a à son actif une longue carrière politique en tant que maire de Lillehammer puis en tant que secrétaire d'état auprès du ministre norvégien du Gouvernement Local et du Développement Régional.



André Marcon
Président d'Euromontana

André Marcon, est hôtelier à Saint-Bonnet le Froid (Haute-Loire) où il propose des séjours de découverte de la nature. Il est président de l'UCCIMAC, Union des chambres de commerce et d'industries du Massif Central. Il est aussi président des chambres de commerce et d'industrie et d'organisations interconsulaires aux niveaux local, régional et inter-régional, ainsi que vice-président de l'ACFCI depuis 1995. Il est d'autre part vice-président du Comité économique et social français depuis 2004, et membre de plusieurs commissions se rapportant au tourisme et à l'aménagement du territoire (Commission permanente du Comité du Massif Central, Commission permanente du Conseil national de la Montagne, Conférence permanente du tourisme en espace rural, Conférence nationale de l'aménagement du territoire. Localement, il est maire de Saint-Bonnet le Froid depuis 1989 et vice-président de la communauté de commune du pays de Montfaucon.



Synnove Brenden
Maire de Lillehammer

Synnove Brenden, membre du parti travailliste, est maire de Lillehammer depuis 1999. Avant de devenir maire, elle avait déjà derrière elle une longue carrière dans la politique locale, à divers titres. Elle a aussi été secrétaire générale du parti travailliste d'Oppland pour le comté d'Oppland, mais n'est plus en exercice depuis qu'elle occupe son poste de maire.

De 1996 à 1997, elle a été conseillère politique du ministre de l'Agriculture, et de 2005 au 2009, représentante adjointe du parti travailliste d'Oppland au parlement. Ce dernier l'a élue membre du Conseil des Commissaires aux Comptes de 2010 à 2013.

Synnove Brenden bénéficie d'une expérience longue et riche en politique, et son mandat de maire de Lillehammer la place face à des missions ambitieuses, que ce soit à l'échelon local, régional ou local. De surcroît, la municipalité entretient des liens internationaux actifs tant en Scandinavie que dans le reste de l'Europe.



Liv Signe Navarsete
Ministre norvégienne du Gouvernement Local et du Développement Régional

Fonctions politiques :

2009 à ce jour : Ministre du Gouvernement Local et du Développement Régional

2005–2009: Ministre du Transport et des Communications

Expérience professionnelle :

2001–2005 : membre de divers conseils, travailleur indépendant

2000–2001 : directrice du secrétariat, IT-forum Sogn og Fjordane

Formation :

1999 : cursus en gestion et organisation, université de Bergen

1995–1999 : premier cycle en gestion d'entreprise et TIC, collège universitaire Sogn og Fjordane



Peter Dröll

Chef d'Unité : Développement de la politique d'innovation industrielle;

Commission Européenne, DG Entreprise et Industrie

Peter Dröll est avocat de formation avec un doctorat en droit constitutionnel allemande et en droit européen. Après deux années en tant qu'avocat dans un cabinet spécialisé en droit des contrats, il a rejoint la Commission européenne où il a occupé plusieurs postes. Il a commencé en travaillant sur les contrôles financiers, responsable entre autres de l'Institut pour l'environnement du centre de recherche conjoint d'Ispra (IT). Il a poursuivi dans l'unité juridique du département environnement de la Commission, chargé de

la surveillance et d'assurer la transposition et la mise en oeuvre de la législation environnementale européenne. Il a aussi travaillé dans ce département sur les "accords environnementaux" volontaires. Avec l'ouverture des négociations d'adhésion en 1998, il a rejoint l'équipe de négociateurs pour la Pologne de la Commission, pour laquelle il a été coordinateur des négociations environnementales pour tous les pays candidats. À la fin des négociations en 2002, il est passé au Cabinet du Commissaire Günter Verheugen et a ensuite été nommé Assistant du Directeur Général à l'élargissement. En 2004, il est devenu chef de Cabinet du Commissaire pour la Science et la Recherche Janez Potočnik. Depuis mai 2008, il dirige l'unité politique de développement de l'innovation à la Direction générale pour l'entreprise et de l'industrie.



Jose Pacheco

Responsable de Programme au MIT

José J. Pacheco est le Responsable de Programme au Centre d'Entrepreneuriat du MIT. Il travaille en étroite collaboration avec le Directeur Général, le Président et le reste de l'équipe du Centre d'Entrepreneuriat du MIT pour construire, développer et soutenir les programmes de recherche et d'éducation du Centre, ses événements, ses publications, ses communications avec les anciens élèves et ses activités de networking. Il fait connaître les cours, les programmes et les activités du Centre d'Entrepreneuriat du MIT à l'échelon de tout le MIT, gère les relations avec la faculté du MIT, les étudiants et les anciens élèves, ainsi qu'avec les entrepreneurs, les capital-risqueurs et les donateurs, particuliers ou entreprises. Parmi ses nombreux intérêts, il prête une attention toute particulière au développement d'outils de simulation informatique et numérique destinés à des applications diverses, notamment les sciences de la vie, la finance et l'ingénierie. Il apprécie également de travailler avec la faculté et des auteurs chroniqueurs de l'économie, des entreprises et de l'histoire du leadership et contextualisant les challenges économiques et sociaux contemporains, plus particulièrement dans leur relation à l'entrepreneuriat technologique.

Avant de revenir au MIT, José Pacheco était associé principal chez Next Economy Opportunity Partners, LLC (Nexop), business angel visant les investissements dans l'éducation, les communications et les entreprises technologiques en Asie. Avant Nexop, José Pacheco a été responsable au sein de la division Business Consulting d'Andersen LLP, dans l'équipe Global Strategy and Simulation Services Group - Business Decisions and Innovation. Il avait avant cela effectué des recherches au Center for Organizational Learning (OLC) du Massachusetts Institute of Technology (MIT).



Ronan Uhel

Agence environnementale européenne

Contexte : Géographie, planification physique et océanographie - Formation à la législation environnementale et aux politiques régionales de l'Union Européenne.

Recherche : 20 ans dans l'information et l'analyse du développement environnemental durable au niveau européen et international. Liaison entre la science (connaissance) et la politique (actions), par l'évaluation de l'état de l'environnement et de l'efficacité des politiques. Coordination et responsabilité éditoriale

de nombreuses études, rapports et publications sur ces thèmes, avec une large couverture, des secteurs économiques à l'éducation en passant par les technologies. Participation à de nombreux comités, groupes de travail sur la gouvernance environnementale au niveau européen et international, intervenant / panéliste dans des colloques et des ateliers sur tous les aspects des enjeux de l'environnement / du développement.

Enseignement : Maître de conférences sur les enjeux de la durabilité dans des écoles de formation et des universités d'été.

Vie privée : Reste actif et ouvert aux innombrables beautés du monde.



Michel Godet

Professeur-Docteur au sein du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

Né en 1948, Michel Godet est professeur titulaire de la chaire de prospective stratégique au CNAM (Paris). Il dirige également le Laboratoire d'innovation, de prospective stratégique et d'organisation (LIPSOR) et, à ce titre, est responsable de la formation doctorale en prospective et stratégie des organisations. Il intervient comme consultant auprès de nombreuses sociétés en Europe. Michel Godet est diplômé d'un doctorat en sciences économiques.

Il est l'auteur de *Creating Futures: scenarios building as a strategic management tool* (2006) deuxième édition, de *From Anticipation to Action* (1993), de *Scenarios and Strategic Management* (1987) ainsi que de nombreux autres livres, rapports et articles. Ses 15 ouvrages, premièrement publiés en français ont, pour la plupart, été traduits en anglais, en espagnol, en italien ou en portugais. Jusqu'en 1979, Michel Godet dirige le département Sema Prospective de Metra International Group et produit plus de 20 études prospectives pour le compte de sociétés privées et de ministères. En 1980-81, Michel Godet encadre les études prospectives liées au projet FAST (Forecasting Assessment in the field of Science and Technology) (Prévision et évaluation dans le domaine de la Science et de la technologie) de la Commission Européenne. Les études qu'il mène actuellement portent sur la démographie, la croissance économique, l'emploi, l'éducation, l'entrepreneuriat et la prospective stratégique.

En 2009-2010, il a présidé un groupe de travail commun Cae-Datar-Académie des technologies qui avait pour mission d'étudier pour le Premier ministre le thème « Créativité et innovation dans les territoires ». Composé de 20 experts, ce groupe a notamment accueilli M. André Marcon, le président d'Euromontana. Ce rapport est disponible en ligne sur www.lapropective.fr.



Maud Skäringer

Commission européenne, DG Regio

Économiste de formation et travaillant au sein de la Commission européenne depuis 1995, Maud Skäringer exerce actuellement en tant qu'analyste dans le domaine de la politique régionale, se consacrant à la promotion des énergies durables et d'un environnement d'affaires favorable à l'innovation. Auparavant, elle encourageait les États Membres à améliorer leur politiques nationales en matière de recherche en travaillant notamment sur les analyses critiques collégiales relatives aux dosages macroéconomiques nationaux en matière de R&D et sur les centres de compétences gérés par l'industrie. Avant cela, Maud Skäringer a travaillé dans le domaine de la politique d'entreprise pendant plusieurs années ; également, en sa qualité de chef de bureau de la politique régionale, elle a encadré divers programmes en Suède ainsi que divers programmes INTERREG dans la région nordique.



Xabier de Maidagan

Innobasque, Agence basque pour l'innovation

Après avoir obtenu un doctorat (1987) à l'École d'ingénierie de l'université publique du Pays Basque (UPV/EHU) (Bilbao), Xabier de Maidagan débute sa carrière professionnelle (1975) au sein d'ONA ELECTROEROSIÓN S.A., le leader de la fabrication de machines-outils électriques au sein de l'Union européenne. À partir de 1980, il gère la coordination des projets R&D développés à l'ONA puis dirige le service R&D de janvier 1990 à novembre 2004.

Il devient en novembre 2004, le directeur général de CRC marGUNE, le Centre de recherche coopératif dans la fabrication de haute performance. Il décide, en octobre 2008, d'assumer les fonctions de directeur général du service dédié à l'internationalisation d'Innobasque, l'Agence basque pour l'innovation.



Joe Irvine

UHI Millennium Institute

Joe Irving naît et grandit dans les Îles Shetland. Il se consacre à la recherche et obtient un doctorat à la faculté médicale de l'université d'Édimbourg. Il s'ensuit 10 années consacrées à la recherche biochimique au sein de nombreux sites (le Moredun Research Institute (Édimbourg) ; le centre médical de l'université d'état de Louisiane (États-Unis) ; l'université de Stirling et l'université de Glasgow).

Joe se tourne ensuite vers l'industrie et passe 5 années à travailler au service d'une société de biotechnologie sur l'Île de Man. Il décroche au même moment un MBA (cours à distance) à l'université de Durham.

Après être revenu sur les Îles Shetland, il occupe les fonctions de directeur de la recherche et de la commercialisation de l'UHI avant de devenir chef de projet de HI Links. Le projet HI Links vise à rapprocher les petites entreprises de la région des Highlands and Islands de l'expertise et du savoir des universités, collèges et instituts de recherche d'Écosse.

Depuis février 2009, Joe dirige la transmission des connaissances au sein de l'University of the Highland and Islands Millennium Institute.



Dr. Hans Olav Bråtå

Institut de recherche de Norvège de l'est

Dr. Scient. (Géographie), Université d'Oslo 2001. Depuis 2002: chercheur principal à l'institut de recherche de Norvège de l'est, Lillehammer, département de l'industrie et du développement régional. 1989-2002 chercheur à l'Institut norvégien pour la recherche urbaine et régionale à Oslo.

Depuis des années, ses recherches se concentrent sur la gestion des ressources communes et la planification dans les zones de montagnes, à la fois sur la gestion des troupeaux de rennes sauvages et la planification du développement régional. La théorie et politique de l'innovation, avec une mise en exergue particulière des modèles d'innovation ouverts, constitue un autre domaine ciblé inscrit sur son agenda de recherche. Au cours de ces dernières années, ses recherches se sont articulées sur les analyses et le soutien réel apporté aux petites et moyennes entreprises afin de stimuler leur innovation, compétitivité et croissance. Le courtage de compétences, approche intéressante pour promouvoir l'innovation au sein des PME, constitue le thème de sa présentation.



Gillian Galloway

Centre for Health Science

Gillian Galloway occupe les fonctions de directeur de projet du Centre for Health Science Company situé en Écosse, à Inverness, dans la région des Highlands. L'entité assume la gestion et la commercialisation du projet du Centre for Health Science ainsi que le développement plus conséquent du secteur des sciences de la santé dans la région. Le Centre for Health Science est un projet à intervenants multiples impliquant des universités, le NHS et des sociétés commerciales. Les domaines actuels d'expertise du centre comprennent la santé en milieu rural, le diabète et la simulation des pratiques dans les formations à la santé. Le Centre envisage, par ailleurs, de développer une phase de construction supplémentaire sur le nouveau campus d'Inverness autour du thème « la santé et le bien-être ». Auparavant, Gillian travaillait dans le domaine de la recherche au sein des secteurs universitaire, public et privé.



Lindsey Moodie

Centre for Health Science

Native de la région des Highlands and Islands (Écosse), Lindsey revient sur sa terre d'origine après avoir obtenu avec une mention « très bien » un diplôme dans le domaine des affaires et de la gestion de l'information à la Glasgow Caledonian University. En tant que directrice du développement du Centre for Health Science Company, les fonctions de Lindsey consistent à commercialiser le et à sensibiliser au travail accompli dans le Centre ainsi qu'à identifier et à développer les opportunités de croissance, d'interaction et d'innovation futures. Liées à la santé, les principales activités du Centre s'articulent autour de la recherche, de l'éducation, de la formation et de la commercialisation, l'objectif étant d'atteindre des niveaux élevés de collaboration, de transmission des connaissances et de développement. Auparavant, Lindsey a travaillé au service de l'Highlands and Islands Enterprise, au sein de l'équipe en charge du développement, laquelle s'emploie à soutenir les entreprises locales afin de leur permettre de lancer et faire évoluer leurs idées.



Kay Bjerke

Conseil du comté de Buskerud

Diplôme d'économiste, Can Oecon, université d'Oslo, 1980.

Employé par l'autorité du comté de Buskerud depuis 1990, il a pour principales responsabilités :

Le développement, en qualité de chef d'équipe, des villes et districts ruraux au sein de l'autorité du comté de Buskerud.

La mise en œuvre, en tant que chef de projet, de la Charte européenne pour des produits alimentaires de montagne de qualité en Norvège pour le compte du Réseau des montagnes de Norvège.

Chef de projet pour les Municipalités en voie de dépeuplement du comté de Buskerud.

Chef du projet PADIMA au sein de l'autorité du comté de Buskerud, et chargé de l'éducation et de la formation.

Il se targue de 30 ans d'expérience dans le développement économique, plus particulièrement dans les districts ruraux.



Janice Wallace

Ambassadrice et coordinatrice STEM, Highlands and Islands Enterprise

Je gère le programme des ambassadeurs de STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), une initiative financée par le département des Affaires, de l'Innovation et des Compétences du gouvernement du Royaume-Uni. Je démarché des centaines de professionnels travaillant dans la région des Highlands and Islands avec des compétences dans le domaine des STEM et je les engage pour qu'ils travaillent directement avec des jeunes et plus généralement avec des écoles. Je travaille en coopération avec des entreprises et des organisations représentatives de la région pour les encourager à laisser leurs employés devenir des ambassadeurs. Je propose des sessions de formation aux nouveaux ambassadeurs pour leur permettre de communiquer efficacement et de promouvoir leurs secteurs aux jeunes. Les équipes ainsi formées se rendent ensuite dans les 85 établissements d'enseignement secondaire avec lesquels le programme collabore pour aider les professeurs à acquérir de l'expertise de la part des personnes travaillant dans le secteur des STEM et enrichir leurs connaissances.



Prof. Marc Richetin
Professor at Clermont-Ferrand University

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur des Arts et Métiers, après un séjour de 1968 à 1970 au Québec comme boursier du gouvernement du Canada, puis comme coopérant technique au titre du service national, il a effectué une carrière de chercheur au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) de 1971 à 1986, à Toulouse et à Clermont Ferrand. Il a été nommé professeur des universités en 1987, en poste à l'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.

Sa spécialité de recherche est la vision artificielle par ordinateur. Il a fondé et dirigé à Clermont Ferrand de 1978 à 2006, successivement une équipe de recherche en Vision artificielle, puis un laboratoire de recherche en Electronique/Automatique de l'université Blaise Pascal et du CNRS et une Fédération de Recherche CNRS réunissant quatre laboratoires de recherche universitaire en Sciences de l'Ingénieur.



Kjell-Gunnar Dahle
Innovative Fjelltourisme AS

Travaillant actuellement au sein d'Innovativ Fjellturisme AS, Kjell-Gunnar Dahle a été membre du comité de pilotage du projet 2004-2007 du cluster portant sur le tourisme de montagne innovant norvégien puis en est devenu le président au cours de la période 2007-2009.

Kjell-Gunnar Dahle affiche une belle carrière dans le journalisme puisqu'il a assumé pendant 25 années des fonctions de journaliste, de rédacteur en chef et de directeur général au sein de différents journaux/sites Internet en Norvège.

Depuis 2002, il travaille dans le domaine du développement touristique, à la fois à Tinn, sa propre municipalité (avec la ville de Rjukan), mais également dans la région montagneuse du plateau de Hardanger. Il a encadré différents projets, tels que la reconstruction d'un établissement d'accueil qui a été privatisé, la construction d'un nouveau centre de ski et la création d'un accès pour les touristes à la Ligne Gausta, un funiculaire qui a été construit dans le Mont Gausta (1 883 m d'altitude) au cours des années 50 en tant que système de transport militaire.



Pedro Ruiz Aviles

Andalusian Institute of Research and Training for food and fisheries (IFAPA)

DR Ingenieur Agronome, Sociologue et Diplômé dans Economie de l'Entreprise Agricole.

-Diplôme de stage avec Bourse d'Études dans l'INRA Paris-Grignon (France) et la Commission Européenne (Bruxelles).-

-Professeur Collaborateur dans l'Université de Cordoue (Córdoba) sur la PAC et directeur de thèse de doctorat..

-Chercheur.-Chef de Project dans l'Institut de Recherche et de la Formation Agrarienne et de la Pêche d'Andalousie (IFAPA) (par transfert depuis 1982 du INIA).

-Chercheur et Coordinateur principal dans 17 Project de R+D appliquées, desquels 4 européens et/ou avec le Maroc et Amérique Latine (/Argentine, Chili et Venezuela).

Auteur de plus d'une centaine de articles de recherche et/ou développement agricole ou en Sciences Sociales .

Galardonné avec 7 Prix de Recherche Agricole et Environnemental



Thomas Egger

Groupe Suisse pour les Régions de Montagne

Géographe diplômé. 1991-1996: collaborateur scientifique de l'ARW (Dr Peter Furger AG à Visp). 1996-2001 : Directeur du Bureau régional du Centre suisse des régions de montagne (SAB) à Brig. Depuis 2002 : Directeur du Centre suisse des régions de montagne (SAB) à Berne. Membre du Bureau (Conseil d'administration) d'Euromontana. Observateur représentant Euromontana à la Convention alpine. Administrateur du CEREC (Schweizerische Beratungsgruppe für Regionen und Gemeinden).

Administrateur de la ROREP (Schweizerische Studiengesellschaft für Raumordnungs- und Regionalpolitik). Secrétaire du Groupe parlementaire « montagne ». Secrétaire de la Conférence des responsables municipaux des villages touristiques de montagne. Comité du Eggwiler Symposium (villes partenaires - zones rurales). Comité Chance BeO (Berner Oberland). Comité Pro Val Lumnezia (développement régional). Comité Pro Safiental (développement régional). Comité Landschaftspark Binn (développement régional).



Steven Dodsworth

Highlands and Islands Enterprise

Au début des années 1990, après une formation en immunologie moléculaire, Steven est entré au Sanger Centre (Cambridge, Royaume-Uni) dans le cadre du projet international sur le génome humain. Il est ensuite parti rejoindre l'industrie des sciences de la vie en 1997 et, durant les 11 années qui ont suivi, a occupé des fonctions à la fois techniques et commerciales dans une entreprise née de l'université et devenue une compagnie d'envergure mondiale. Steven a rejoint les rangs de Highlands & Islands Enterprise en 2008 en qualité de directeur Sciences de la Vie. Sa mission : développer le secteur régional.



Thomas Fleury

Programme espace alpin

Après avoir obtenu un diplôme dans le domaine des affaires et de la gestion, Thomas Fleury complète sa formation par un master mention « équipement, protection et gestion des milieux de montagne » à l'université de Savoie en France. Il acquiert de l'expérience professionnelle en s'impliquant dans des projets traitant de la montagne et du développement durable au sein de la ville de Chambéry et du technopôle de Savoie Technolac, avant d'intégrer le siège du Club alpin français à Paris, en 2000, où il s'occupe des questions liées aux relations internationales et à la protection des montagnes. Au début de l'année 2004, il rejoint le secrétariat technique conjoint du Programme espace alpin qu'il coordonne depuis la fin 2005. Ce programme fait partie de la politique régionale de l'UE et constitue l'instrument de financement européen de la coopération territoriale transnationale relative à l'espace alpin (www.alpine-space.eu). Thomas Fleury est franco-autrichien et possède un brevet d'état « Randonnée en Montagne ».



Valérie Ayache

Association pour le Développement des Bio-industries dans l'Agglomération Grenobloise (ADEBAG)

Valérie AYACHE dirige l'ADEBAG depuis 2001.

Économiste de formation, elle a à son actif une expérience de 10 ans mise au service du développement des secteurs des biotechs et medtechs de l'agglomération grenobloise ainsi qu'une expérience de 15 ans consacrée à l'accompagnement des jeunes entreprises : étude de marché, plan d'affaires, premier soutien financier. Elle a conçu et encadré le projet Biopolis, une structure de 8 M€ dédiée à l'hébergement des jeunes entreprises biotechs et medtechs. Elle s'est spécialisée dans la gestion des partenariats privé/public et dans son ingénierie financière spécifique. Elle a brillamment intégré l'Adebag aux réseaux européens en signant de nombreux contrats de coopération avec d'autres clusters biotechs et medtechs. Depuis octobre 2008, elle assume les fonctions de chef de projet principal d'Alps BioCluster, un projet européen qui fédère 7 partenaires originaires de 6 régions alpines et est co-financé par le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) dans le cadre du Programme espace alpin. Elle a récemment décroché le label européen « Living lab of ENoLL » pour le projet « e-Care LIVING LAB en Rhône Alpes » en partenariat avec le cluster I-Care.



Tore Lasse By

Innovation Norway, directeur des programmes de coopération norvégiens avec la Roumanie et la Bulgarie

1977 : diplômé en ingénierie des mines, université norvégienne des sciences et technologies
1982 : doctorat en géophysique, université norvégienne des sciences et technologies
1981-1996 : Institut géotechnique norvégien
1996-1999 : Selmer ASA/groupe norvégien de construction
1999-2000 : propriétaire dirigeant d'entreprise
2000-2001 : Conseil norvégien de la recherche
2001-2003 : Comité norvégien aux affaires, directeur en charge de la technologie
2003-2007 : Innovation Norway, directeur du développement international



Eliane Giraud

Parc naturel régional de Chartreuse

Eliane Giraud assume les fonctions de présidente du Parc naturel régional de Chartreuse depuis 2001 ainsi que celles de Vice-Présidente de la Fédération des Parcs. Conseillère régionale déléguée à l'Agriculture, au Développement Rural et aux Parcs Régionaux de 2004 à 2010, Eliane Giraud est actuellement en charge de l'administration générale et des parcs naturels régionaux de la région Rhône-Alpes. Abritant de nombreuses zones protégées exceptionnelles, la région Rhône-Alpes compte deux parcs nationaux, six (presque sept) parcs naturels qui couvrent 13% de son territoire.

Réconciliation de la conservation et du développement, maximisation de la biodiversité, soutien aux activités économiques dans les zones rurales, renforcement du lien entre zones rurales et urbaines, innovation et expérimentation... ainsi se définissent les grandes lignes de la politique qu'elle mène et qu'elle a défendue lors du Congrès des parcs du massif de la Chartreuse qui s'est tenu en octobre 2009.

Elle représente la Fédération des parcs au sein de l'Association nationale des élus de la montagne (ANEM) et siège au comité permanent des Alpes.

Elle représente également la région Rhône-Alpes au sein du réseau Alparc, du réseau Alpin des Zones Protégées et est membre de l'Assemblée des Régions d'Europe.



Danut Gatan

Centre de formation et d'innovation des Carpates (CEFIDEC)

Directeur exécutif du Centre de formation et d'innovation pour le développement des Carpathes - CEFIDEC Vatra Dornei et vice-président d'Euromontana depuis 2004. Spécialisé en mécanique agricole et en économie agro-alimentaire, Danut a participé à la mise en oeuvre de projets ruraux dans les zones de montagne de Roumanie financés par l'Union Européenne, la Banque mondiale et le gouvernement roumain.



Giovanni Scudo

Professeur à l'université de Milan

Giovanni Scudo est professeur titulaire en technologie architecturale et conception environnementale à l'École polytechnique de Milan. Il donne de nombreuses conférences dans de nombreuses universités européennes (Séville, Barcelone, Genève, Londres, Stuttgart, etc.) et a apporté sa contribution à de nombreuses conférences nationales et internationales.

Depuis 2003, il préside le cursus de premier cycle en architecture environnementale à la faculté d'architecture et de société de l'École polytechnique de Milan.

Depuis les années 70, il travaille sur la conception bioclimatique et les techniques du bâtiment utilisant les énergies renouvelables dans de nombreux programmes de recherche financés par les Centres de recherche nationaux et européens (ENEA, CNR, COMET, BRITE, TERMIE); il a développé des composants et systèmes solaires passifs et hybrides qui ont été brevetés et fabriqués par l'industrie italienne.

Auteur de nombreux articles et ouvrages sur la conception consciente bioclimatique et l'intégration des technologies utilisant les énergies renouvelables au sein de l'environnement bâti. De 1996 à 2001, il a été le rédacteur en chef du magazine Ambiente Costituito et occupe, à ce jour, des fonctions identiques au sein du magazine Il Progetto Sostenibile.



Sergio Palmieri

Province de Bologne

Diplômé en génie civil à l'université de Bologne, Sergio Palmieri (Italie - 1946) exerce actuellement une activité d'ingénieur indépendant dans les secteurs de l'environnement et des énergies renouvelables. Il acquiert ses premières expériences professionnelles dans une petite ville où il travaille en tant qu'ingénieur, puis en tant que cadre au sein d'une « communauté de montagne » où il est amené à gérer les situations géologiques d'instabilité et à opérer dans le domaine de la gestion des catastrophes.

À partir de 1980, il s'occupe d'usines de traitement et d'élimination des déchets et d'évacuation des eaux usées ; puis de 1995 à 2007, il assume les fonctions de directeur général du COSEA, un consortium de plus de 20 municipalités de montagne, constitué aux fins de la gestion conjointe des services environnementaux. Cette fonction le conduit à s'intéresser au développement des énergies renouvelables et a permis au cours de ces dernières années une collaboration avec le CISA (Centre pour l'innovation et la durabilité de l'environnement), ce qui a abouti à la construction d'un grand nombre d'usines.



Alexandra Papadopoulou
EPU/NTUA (Laboratoire de gestion et de systèmes d'aide à la décision de l'université technique nationale d'Athènes)

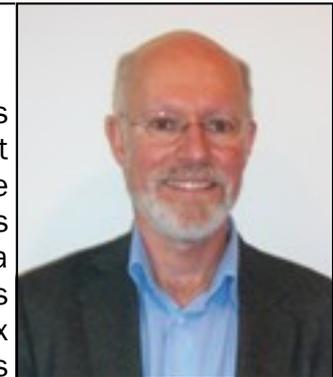
Titulaire d'un diplôme supérieur en production et gestion de l'énergie et d'un doctorat mention « systèmes d'aide à la décision en matière d'efficacité énergétique », Dr. Alexandra G. Papadopoulou est ingénieur chimiste à l'université technique nationale d'Athènes (NTUA). Ses compétences couvrent les domaines suivants : l'efficacité énergétique, les procédures de gestion de



l'énergie, les outils d'aide à la décision en matière de gestion de l'énergie, la planification et modélisation énergétique, le changement climatique et les mécanismes flexibles de réduction d'émission de gaz à effet de serre du protocole de Kyoto. Elle est associée à la NTUA au laboratoire de gestion et de systèmes d'aide à la décision et prend part à divers projets de recherche et de consultation dans les domaines de la prise de décision et de la promotion de la politique relative à l'efficacité énergétique et au climat. Il convient de souligner, en ce qui concerne les domaines susmentionnés, qu'Alexandra Papadopoulou a participé à plus de 20 publications scientifiques et publications/exposés dans le cadre de conférences internationales.

Martin Price
Perth College, Centre for Mountain Studies (Scotland)

Le Professeur Martin Price est le Directeur du Centre des Etudes de Montagne de l'Université en cours d'établissement des Highlands and Islands UHI- Perth College. Il a fondé le Centre en 2000, poursuivant les précédents travaux des Universités d'Oxford et de Bern, et du Centre National pour la Recherche Atmosphérique (USA). Il a entrepris des activités liées au développement durable et aux échanges mondiaux dans les zones de montagne du monde entier depuis les années 1980. Il a aussi été très engagé dans le développement



et la mise en œuvre du chapitre montagne de l'«Agenda 21» (1992) et de l'Année Internationale de la Montagne (2002). Il a été coordinateur de deux études majeures sur le thème des montagnes européennes pour la Commission Européenne (2002-04) et de l'Agence européenne pour l'environnement (2008-09) et il a travaillé avec plusieurs organisations internationales sur le thème de montagne, dont la FAO, l'UICN, le PNUE et l'UNESCO (qui l'a désigné président du groupe développement durable en montagne de l'UNESCO en 2009).

Zoltan Kun
PAN Parks

Titulaire d'un diplôme de technicien forestier et d'architecte paysagiste, Zoltan Kun a toujours manifesté de l'intérêt pour la conservation de la nature et l'utilisation durable des ressources. Au sortir de l'université, il est tout d'abord employé par WWF Hongrie afin de démarrer une action de terrain et sa première mission consiste à faire du lobbying en vue de l'établissement d'un nouveau parc national le long du Danube, lequel est aujourd'hui connu sous le nom de Parc national Danube-Drava. Il a également participé au démarrage de la réintroduction des castors européens, espèce qui s'est éteinte en Hongrie au cours du XIX^{ème} siècle.

Depuis sa fondation en 1999, Zoltan travaille pour la fondation PAN Parks ; il y a premièrement occupé les fonctions de gestionnaire de la conservation et la dirige depuis 2002. En tant que directeur de la fondation, ses responsabilités principales englobent les activités de lobbying et de collecte de fonds auprès du gouvernement et d'agences de développement. Son travail au sein de la fondation l'a conduit à prendre part à de nombreux autres projets. Il est membre du comité consultatif pour le programme traitant de la gestion des aires protégées de l'université de Klagenfurt. Il est également membre de la commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles) et participe à trois groupes spécialisés de taille moindre :

Le groupe spécialisé dans les espaces naturels au sein duquel il a récemment été désigné comme correspondant pan européen

Le groupe spécialisé dans les questions transfrontalières

Le groupe spécialisé dans les biomes de montagne

Zoltan a trois enfants.



Ruth Moser
Réserve de Biosphère Großes Walsertal

Ruth Moser a étudié l'aménagement du paysage à l'université des ressources naturelles et sciences de la vie appliquées de Vienne ainsi que la pédagogie agraire et environnementale dans l'établissement d'enseignement supérieur viennois spécialisé dans cette même discipline. Depuis 2006, elle occupe les fonctions de coordinatrice de la réserve de biosphère de Grosses Walsertal. Elle a précédemment travaillé dans les domaines de la gestion des déchets, de l'agriculture biologique et du développement durable. Son travail s'articule principalement autour de la planification stratégique et de la mise en œuvre de projets dans le domaine du développement régional durable ainsi que celui de la formation et communication liées à l'environnement.



Roland Beck

DG Agri de la Commission Européenne

Roland Beck travaille actuellement comme chargé de mission (policy officer) à la Commission Européenne à Bruxelles, DG Agriculture et Développement Rural, Unité H.4, Bioénergie, biomasse, forêt et changement climatique. Il est aussi membre du Service forestier de Bavière, avec une grande expérience professionnelle, tant nationale qu'internationale, en matière de politique des forêts, d'exploitation forestière familiale, d'organisation des propriétaires de forêts, de mobilisation du bois et de biens et services forestiers autres que le bois.

Dragan Matijašić

Service de sylviculture slovène

Dragan Matijašić est né à Pula (Croatie) en 1960. Après avoir obtenu son diplôme en 1984 à la faculté biotechnique de l'université de Ljubljana, département de sylviculture, il a travaillé pendant dix années en tant que spécialiste de l'inventaire forestier dans la région de Celje. Lorsque le Service de sylviculture de Slovénie a été créé en 1995, il s'est installé au siège à Ljubljana où il a tout d'abord occupé le poste de conseiller au sein du département de la planification de la gestion forestière



qu'il dirige depuis 2002 et qui a pour mission de gérer toutes les forêts slovènes, y compris privées et publiques. Dragan a été chef de projet de « Network Mountain Forest » (Interreg IIIC), le projet récemment achevé de l'UE et assume actuellement des fonctions identiques dans le cadre du projet « Sylva MED » (Programme MED). Il a également participé à d'autres projets de l'UE : « Forest and Water » (Interreg IIIA), KnowForAlp (Interreg IIIC) et MANFRED (Espace Alpin). Il parle couramment le slovène, le croate, l'anglais, l'allemand et l'italien.

Jakob Trøan

Materialbanken

Âgé de 42 ans, Jacobs Trøan vit avec sa conjointe et leurs trois enfants de trois à seize ans à Vingelen, au nord de la vallée d'Østerdal, dans une petite ferme regroupant plusieurs vieux bâtiments.

Il est titulaire d'un Cand. Mag en Administration de la Nature et de Protection du Patrimoine Culturel de l'université de Telemark.

Trøan a travaillé à la municipalité de Røros de 1991 à 1998 en tant que chef de projet pour, entre autres choses, la restauration des canaux de bois et le projet Outhouse.

Depuis 1999, Trøan est gérant de Materialbanken AS (Banque des matériaux), société fondée en 1995 dans le cadre de cette œuvre de restauration qui emploie 15 personnes et affichait un chiffre d'affaires de 23,5 millions NOK en 2009.



Josef Herkendell

Agence Européenne pour l'Environnement

Actuellement, chef de projet « Biodiversité et impacts du changement climatique » au sein de l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE), Copenhague

Domaine de travail à l'AEE : les « forêts »

Expérience en la matière :

a étudié les « Forêts » à l'université de Fribourg, en Allemagne

Ministère de l'Environnement, Düsseldorf :

1984 - 1994 : gestion du centre régional de recherche
« polluants de l'air et déclin forestier »

1997 - 2001 : modification du « plan de surveillance paneuropéen de l'état des forêts » à la DG de l'Agriculture

2004 - 2005 : développement et coordination d'un programme d'adaptation au changement climatique régional

Plusieurs publications et coopérations au sein de diverses institutions scientifiques d'Allemagne et à l'étranger



Costel Bucur

Responsable du parc de Maramures

Costel BUCUR est originaire du nord-ouest de la Roumanie. Agé de 34 ans, il est devenu forestier il y a dix ans. Après cinq ans à s'occuper d'exploitation forestière, de bois et de baies il a décidé de passer à la protection de la nature, la menace pesant sur la restitution des terres forestières et le contexte globalement mauvais pour une bonne gestion de la forêt étant des plus évidents. Avec une ONG locale, ils ont commencé à mettre sur pied un parc naturel dans leur région, parc qui couvre maintenant plus de 130.000 ha. Depuis cinq ans, il s'occupe de gérer le projet GEF/PNUD, appuyant l'établissement du parc et le parc lui-même. Le projet a pris fin cette année, et il continue de travailler en tant que responsable du parc.



Peter de Souza

Professeur associé au collège universitaire de Hedmark

Docteur en Économie, Försteamanuensis au collège universitaire de Hedmark, Peter de Souza exerce en qualité de consultant relativement aux questions de développement régional et local (OCDE, EU, secteurs public et privé). Il est par ailleurs membre du Conseil de l'Association des études régionales et président de sa section nordique. Il est le coéditeur de *New Nordic Regions* (2008) et de *Regional Development in Northern Europe: Peripherality, Marginality and Border Issues* (prochainement chez Routledge 2011).



Jan Andersson
Municipalité d'Åre

Directeur du service des affaires et de Peak Innovation à Åre. Âgé de 54 ans, Jan Andersson dirige le service des affaires de la municipalité d'Åre depuis 12 ans. Il a brillamment su développer la vision d'Åre « Vision 2020 » et a été l'artisan d'une coopération empreinte de confiance entre les municipalités et les entreprises locales, ce qui a largement contribué à la réussite d'Åre. Travaillant dans le domaine du développement des régions, Jan Andersson se concentre sur des objectifs mesurables.



À Åre, Jan est responsable du système d'innovation « Peak Innovation », lequel comprend notamment la création d'un Centre de recherche alpin suédois et le Centre d'affaires de Peak Innovation. Le principal enseignement qui en découle est qu'une destination touristique ne peut être durable sur le long terme que s'il est possible d'attirer la connaissance.

Janne Mellum
Municipalité de Stor-Elvdal

Directrice culturelle à Stor-Elvdal, Hedmark, municipalité à la population déclinante comptant actuellement 2680 habitants. Elle est entre autres responsable de la culture et de sa protection, des sports et des activités de plein air. Depuis 1994, elle a travaillé sur diverses études, mesures et projets visant à renforcer le tissu local d'activité et à favoriser la croissance démographique : recrutement de néerlandais via le programme Placement Utvikling, projets régionaux destinés à faire revenir femmes et jeunes dans les zones rurales, réseau de crédit pour les femmes créatrices d'entreprise, Interreg, le projet de service scandinave pour les communautés rurales, et PADIMA.



Elle est propriétaire d'une grande parcelle de forêt et à ce titre s'est engagée entre autres dans l'agriculture organique, la gestion du gibier, la protection du patrimoine culturel et le tourisme en zone rurale. Elle a reçu une formation en agriculture, médecine naturelle, administration et gestion, pédagogie, innovations, développement culturel et commercial.

Simen Bjørgen
Municipalité de Lom

Simen est maire de Lom depuis 2003. En Norvège, il est souvent invité à s'exprimer sur les enjeux du développement économique, plus particulièrement par rapport aux zones protégées telles que les parcs nationaux. Il est à la tête du comité de direction pour Klimapark 2469 www.klimapark2469.no (voir les bonnes pratiques). Il dirige aussi les efforts de développement des cinq premiers villages des parcs nationaux, en mettant l'accent sur le développement économique et communautaire.



Lom compte trois parcs nationaux, Jotunheimen, Breheimen et le Parc des Rennes. Il y a quelques années, Lom a reçu le prix du village de l'intérieur le mieux préservé.

Table ronde : Construire un plan d'action pour le développement d'initiatives innovantes en zones de montagne

Sylvain Marmier

FNSEA - Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

Engagements professionnels Agricoles

1996-2000 : Président de Jeunes agriculteurs du Doubs. 2000-2002 : Président de Jeunes agriculteurs de la région Bourgogne – Franche-Comté. 2002-2005 : Administrateur national de Jeunes agriculteurs, en charge du dossier international, Secrétaire national de l'AFDI (Agriculteurs Français et Développement International), Vice président et président du CEJA (Centre Européen des Jeunes Agriculteurs).

Autres engagements

Depuis 2002 : Administrateur et membres du bureau de la **FDSEA du Doubs** Depuis 2007 : Membres du bureau de la **Chambre d'Agriculture du Doubs et de Franche-Comté** Depuis 2007 : Vice-président du **Conseil Economique et Social de Franche-Comté** Depuis 2008 : Membre du bureau d'**Euromontana** au titre de la FNSEA Depuis 2008 : Membre Conseil de l'**UMP**



Betty-Ann Bryce

Division Politique de Développement Régional de l'OCDE

Betty-Ann Bryce est administratrice au sein de l'Unité de Développement Régional et Rural de l'OCDE de la division Politique de Développement Régional de la direction Gouvernance Publique et Développement Territorial. Depuis qu'elle a rejoint les rangs de l'OCDE en 2007, elle a contribué aux Revues des Politiques Rurales de l'OCDE pour les Pays-Bas (2008), la Finlande (2008) et l'Écosse, Royaume-Uni (2008). Elle a coordonné et co-rédigé la Revue rurale pour l'Italie (2009), la Revue rurale pour l'Angleterre, Royaume-Uni (à paraître). Elle également coordonné et co-rédigé la publication *Strategies to Improve Rural Service Delivery* (2010). Outre ces publications, elle coordonne les conférences et ateliers sur la ruralité, en s'occupant notamment du développement des rapports et des synthèses des colloques. Avocate habilitée à exercer aux États-Unis (New York, tribunaux d'État et tribunaux fédéraux), Mlle Bryce a travaillé dans la gestion des litiges aux États-Unis avant d'entrer à l'OCDE. Outre un doctorat de droit, elle est titulaire d'une maîtrise en développement économique et territorial de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris (Sciences-Po) et d'une maîtrise en développement économique et politique de l'université de Columbia, faculté des affaires publiques internationales.



Elisabeth Mellbye
Innovation Norway

Mellbye a reçu une formation de professeur à l'École normale d'Elverum. Elle s'occupe de la gestion journalière de Brennabu AS. Brennabu AS gère des écoles de plein air durant l'année scolaire, des refuges de montagne pour les groupes ainsi que la location de chalets pendant les week-ends et les vacances scolaires. Brennabu AS dispose de 150 lits et reçoit environ 4 000 élèves chaque année scolaire, en plus d'autres groupes. L'exploitation (en dehors de la partie pédagogique) occupe environ 10 personnes à l'année et le chiffre d'affaires annuel est de 10-11 millions de NOK. L'entreprise est située à 850 mètres d'altitude dans les alpages de Vaset (région de Valdres).

Outre ses activités journalières, Elisabeth est active au niveau politique. Elle a été pendant 4 ans représentante au sein du conseil municipal, ainsi que représentante au sein de la commission principale de l'agriculture, des techniques et de l'économie. Elle a été membre du conseil d'administration de destinations touristiques locales, Innovasjon Norge Oppland, ainsi que du projet de coopération «Morgenlandet».



Enrico Borghi
Président de UNCEM, Vice-président de l'AEM

Il est le président de l'Union Nationale des Communes et Communautés de montagne (UNCEM) depuis 2000 et maire de Vogogna, un petit village de montagne de Valdossola, dans le nord de l'Italie. Uncem est l'organisme national qui regroupe et représente les municipalités et les communautés italiennes de montagne. Le réseau comporte aussi des administrations et des autorités (provinces, consortiums, chambres de commerce) qui opèrent les districts de montagne. Enrico Borghi est le vice-président de l'AEM (Association Européenne des Elus de Montagne), co-fondateur de l'Association mondiale des populations de montagne (APMM) et membre du Partenariat de la montagne.

Dans le domaine international, il a acquis une expérience considérable en tant que membre de la Chambre des pouvoirs locaux du Conseil de l'Europe et en tant que membre permanent du Comité des régions (CdR) à partir de 2002 jusqu'à l'année dernière. Depuis 2009, il est le président du "Technopark lac Majeur SpA", la société de gestion du parc technologique du Lac Majeur, spécialisée dans les énergies renouvelables et vertes appliquées à l'économie mondiale et à la production industrielle.



Appel aux bonnes pratiques

*Approches innovantes pour soutenir le développement durable
dans les zones de montagne européennes*

Convaincu que les initiatives innovantes ne sont pas le seul fait des grandes villes et des agglomérations urbaines, Euromontana a lancé un appel aux bonnes pratiques qui a été répercuté dans toute la communauté des populations des montagnes européennes.

Cet appel avait pour but de recueillir des exemples innovants en matière de réponse aux problèmes propres aux régions montagneuses.

Plus de 30 candidatures nous sont parvenues, **preuve que les acteurs de la montagne ont leur mot à dire quand il s'agit de développer des solutions innovantes** dans leurs régions. Leur voix doit être entendue si l'on veut véritablement reconnaître le potentiel d'innovation des régions montagneuses, isolées et rurales. Ce livret a vocation à diffuser ces informations aux autres acteurs de la montagne, aux parties prenantes européennes et plus généralement à toutes les parties impliquées dans le développement durable de nos régions de montagne.

Des projets et/ou des initiatives issus de différents secteurs tels que la production d'énergie, la prestation de services publics, l'agriculture ou l'éducation ont été présentés, et il nous est incombé la difficile tâche de n'en retenir que 11, que nous publions dans le livret de ces Assises.

Vous en saurez donc plus dans ces pages sur les projets / initiatives suivants :

1. Klimapark 2469 – Passé et futur sur le sommet de l'Europe du nord
2. Indicateurs relatifs au développement durable du Tyrol du Sud (Italie)
3. A nostra Cà (Chez nous)
4. Centre for Health Science
5. Peak Innovation
6. Établissement d'une zone forestière protégée dans la région de la rivière Ugar
7. Master en planification du développement durable dans les zones de montagne et en politiques européennes relatives aux montagnes
8. Climalp – maisons écoénergétiques construites en bois régional dans l'espace alpin
9. Création d'une zone d'énergie durable au sein de l'Apennin bolognais
10. Nouvelles technologies dans le Monde Rural
11. Cluster portant sur le tourisme de montagne innovant.

Nous espérons que vous apprécierez de découvrir ces exemples et de contribuer à la multiplication des échanges entre les régions et les acteurs de la montagne, afin de diffuser des solutions innovantes qui pourraient aussi convenir pour d'autres territoires.

Nous souhaitons remercier tous les candidats pour leurs bonnes pratiques d'une extrême qualité, et nous les encourageons vivement à diffuser largement leurs expériences.

Klimapark 2469 – Passé et futur sur le sommet de l'Europe du nord

Description du Projet :

Premier parc au monde dédié au climat, Klimapark 2469 entend éclairer les visiteurs sur le changement climatique. Situé au pied de Galdhøpiggen, la plus haute montagne d'Europe du Nord (2 469 m), le parc est facilement accessible en voiture. Il comprend des glaciers, un permafrost, des vestiges archéologiques, une faune et flore hautes alpines – visiblement affectés par le réchauffement de la planète.

Le projet consiste à faire de Klimapark 2469 une zone ouverte au public revêtant une importance internationale en matière de surveillance climatique. Les visiteurs seront informés du changement climatique et prendront activement part aux recherches liées au climat, en s'appuyant sur la technologie du centre scientifique. Des programmes spéciaux se destineront aux écoles. Le contenu scientifique de Klimapark 2469 sera fourni par un programme de surveillance du climat du massif de Galdhøpiggen. La première étape du programme de développement, comprenant notamment un tunnel creusé dans la glace, a été établie en mai 2010.

Un parc dédié au climat où les visiteurs peuvent voir, percevoir, mesurer et enregistrer ce à quoi le climat est exposé, créera des expériences individuelles liées au changement climatique absolument inédites. L'observation du climat devient compréhensible et se transforme en quelque chose auquel tout le monde peut prendre part. L'idée sous-jacente du projet consiste en la mise à disposition d'une information compréhensible sur le changement climatique en vue de responsabiliser le visiteur et d'encourager l'adoption d'un comportement respectueux du climat.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Le changement climatique constitue un défi mais également une opportunité pour les communautés de montagne. Une telle opportunité s'est présentée lorsque la fonte des glaces du plateau de Juvflya à Lom (Oppland –Norvège) a révélé des vestiges archéologiques uniques au cours de l'été chaud de l'année 2006. Sur la base du lien existant entre science climatique et archéologie, a surgi l'idée de développer un parc dédié au climat permettant aux visiteurs de s'informer sur les défis relatifs au changement climatique et de prendre part aux recherches continues menées en la matière. Un objectif essentiel consiste à rendre accessible le parc haut alpin à tout le monde, y compris aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant, tout en minimisant les dommages occasionnés à la nature. Les jeunes représentent une importante cible de Klimapark2469.

Klimapark2469 s'articule autour de trois thèmes intégrés : la science, l'éducation et le tourisme.

La région du parc dédié au climat possède une longue tradition de zone de recherche sur le permafrost, le climat et la météorologie. Les données liées au permafrost provenant de la région du parc figurent dans le rapport IPCC 2007 relatif au changement climatique. Le programme Klimapark 2469 comprendra une approche interdisciplinaire innovante en matière de surveillance climatique et fournira des informations se destinant à la science, aux services publics (y compris des prévisions météorologiques en milieu montagneux améliorées) et aux visiteurs du parc.

Faisant partie intégrante d'un programme éducatif, la zone du parc se transformera en un observatoire du climat où les visiteurs pourront participer aux recherches climatiques permanentes. Une attention toute particulière sera accordée aux groupes scolaires. Le parc dédié au climat pourra être utilisé par les écoles et universités nationales et internationales lors d'activités extérieures.

L'accessibilité unique du parc dédié au climat offrira l'occasion de faire des présentations innovantes des aspects incitant à la réflexion portant sur l'héritage naturel et culturel haut alpin. Le parc possède pour principale attraction un tunnel creusé dans la glace – le premier de ce genre en Europe du nord. Un sculpteur sur glace a décoré la partie interne afin de créer une expérience émotionnelle à l'intérieur de la glace. Le Musée de la montagne norvégien (centre du parc national) exposera certains vestiges archéologiques et dans le même temps mettra davantage en exergue le changement climatique. Le parc et le musée deviendront une attraction importante qui profitera au tourisme local.



Le tunnel de glace
Photo: Peder Istad

Transférabilité du projet :

Les quatre pierres angulaires du projet Klimapark 2469 sont l'emplacement haut-alpin de la zone du parc, la facile accessibilité, la recherche climatique existante et les vestiges archéologiques issus de la fonte des neiges. Cette combinaison est sans aucun doute unique en Europe du nord et l'est peut-être aussi à l'échelle mondiale. Toutefois, l'idée de créer des parcs dédiés au climat peut être mise en œuvre dans d'autres zones géographiques. De tels parcs pourraient être développés sur la base de défis locaux en matière climatique tout en recourant au même type d'approche intégrée scientifique, éducative et touristique. Ils pourraient même rejoindre un réseau international de parcs dédiés au climat.

Impact du projet sur la région/sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels :

Différentes instances et institutions assument la responsabilité des recherches scientifiques, de la gestion et des informations publiques se rapportant à l'héritage naturel et culturel du comté d'Oppland et de la Norvège. Les universités norvégiennes situées à l'extérieur d'Oppland initient et mènent des recherches scientifiques. La gestion incombe aux instances gouvernementales et régionales. Les musées, les centres des parcs nationaux et la direction en charge de la gestion de la nature sont responsables des informations publiques.

L'un des principaux défis tient au fait qu'il existe peu d'efforts coordonnés entre les différentes instances et institutions. Par exemple: les scientifiques peuvent effectuer un travail de terrain dans une zone spécifique mais les instances en charge de la gestion et de l'information publique peuvent ne pas le savoir et recevoir très peu ou pas d'informations sur les résultats scientifiques. Il est donc difficile d'avoir accès aux nouvelles connaissances.

Le projet Klimapark 2469 réunit différentes autorités et instances sur une plateforme commune où les possibilités et défis peuvent être observés en contexte. À ce tout premier stade, les effets positifs apparaissent déjà ; par exemple :

- Les acteurs locaux et régionaux accèdent plus facilement aux résultats importants des recherches
- Les instances locales et régionales s'impliquent davantage dans la recherche scientifique
- Le Musée de la montagne norvégien a reçu un appui supplémentaire scientifique et innovant
- Des camps internationaux sur le climat se sont établis dans la région à la fois en 2009 et 2010
- La connaissance et la fierté locales vis-à-vis de l'histoire naturelle et culturelle se sont accrues

Le Musée de la montagne norvégien se trouve à Lom, le village de montagne le plus proche du parc dédié au climat. Il est d'ailleurs prévu d'intégrer le musée au programme du parc dédié au climat. Ceci renforcera potentiellement le rôle du musée, lequel coopérera plus étroitement avec les écoles locales et régionales et s'impliquera davantage dans les recherches scientifiques menées au sein de la zone. Un effet potentiel méritant d'être souligné est que la région pourra devenir plus attractive en tant que zone éducative, avec une coopération plus étroite avec les institutions scientifiques.

Potentiellement, le projet Klimapark 2469 créera plus d'emplois locaux à la fois dans les secteurs du tourisme et de la recherche.

La création d'un parc dédié au climat afin d'informer sur la nécessité de la durabilité de l'environnement exige de mettre en pratique le développement durable localement, faute de quoi, le projet du parc dédié au climat perdrait toute crédibilité. La durabilité de l'environnement fait déjà partie du parc lui-même: les installations techniques du tunnel de glace (lumières, vidéo projecteur) fonctionnent à l'énergie solaire. Au fur et à mesure du développement de Klimapark 2469, nous espérons observer un développement local parallèle local en faveur d'une économie plus verte et respectueuse du climat.



Informations pratiques

Personne à contacter : Espen Finstad

Courriel : Espen.Finstad@oppland.org

Organisation: Klimapark 2469

Lien avec le projet/l'initiative: www.klimapark2469.no

Début du Projet: 2009

Fin du Projet: en cours

Indicateurs relatifs au développement durable du Tyrol du Sud (Italie)

Description du projet :

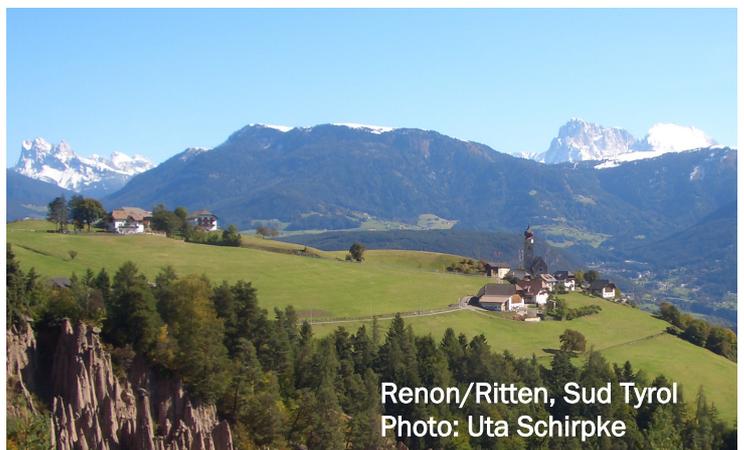
Les indicateurs servent à surveiller et encourager le développement durable et à évaluer l'efficacité des actions entreprises. Conformément à l'Agenda 21, les municipalités jouent un rôle majeur en matière de développement durable. Toutefois, les conditions et problèmes varient souvent considérablement d'une municipalité à l'autre, conduisant ainsi à la mise en œuvre de stratégies différentes. L'Institut pour l'environnement alpin a développé un indicateur s'adressant à l'ensemble des 116 municipalités de la province la plus septentrionale d'Italie, le Tyrol du Sud. Les 74 indicateurs, qui tiennent compte des aspects environnementaux importants mais également sociaux et économiques, sont adaptés aux besoins spécifiques des régions de montagne tout en restant liés au niveau national et international. La base de données centrale générale facilite le contrôle dynamique ainsi que l'analyse spécifique des questions détaillées. Le projet est encore « jeune », les données sont recueillies depuis l'an 2000 et les indicateurs sont mis à jour annuellement, devenant ainsi de plus en plus pertinents année après année. Un portail internet propose divers outils interactifs, tels que les graphiques et cartes, afin de représenter les indicateurs graphiquement et d'offrir un aperçu général des tendances actuelles. Ceci permet par exemple, de procéder à l'étude de l'évolution des valeurs individuelles au fil des années ou de comparer les municipalités les unes avec les autres. Une documentation est fournie pour chaque indicateur et le téléchargement de données s'effectue librement.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Au niveau national et international, les indicateurs liés au développement durable ont été développés par plusieurs institutions, mais il existe considérablement moins d'études au niveau régional et on n'en recense que quelques-unes au niveau municipal, lesquelles concernent généralement des municipalités spécifiques. L'indicateur établi pour le Tyrol du Sud constitue donc le premier à avoir été établi au niveau municipal pour une région entière, lequel offre un outil valide aux fins de l'évaluation objective de la durabilité de l'environnement et couvre divers aspects thématiques. L'approche « niveau inférieur-supérieur » permet aux municipalités et aux citoyens de mener des dialogues constructifs afin de parvenir à la durabilité. Le système sert à aider l'administration publique, les décideurs et autres parties concernées par les décisions politiques et de planification, et en même temps, confère un haut degré de transparence aux actions. Un portail Internet a été créé et les données librement accessibles peuvent être utilisées par ex. pour des exposés ou dans le cadre de relations publiques et fournit aux scientifiques et experts un outil utile, facilitant les recherches spécifiques afin de mettre en œuvre la durabilité et recueillir l'acceptation. Des efforts importants ont été consacrés au développement d'outils Internet interactifs afin de représenter les indicateurs sous diverses formes, telles que les graphiques et cartes afin de faciliter la compréhension des indicateurs et d'offrir des outils avancés permettant d'évaluer et de contrôler le développement durable.

Dans les zones de montagne, la disponibilité de données environnementales aux fins du contrôle de la durabilité de l'environnement constitue une contrainte majeure et il est nécessaire d'adapter les indicateurs déjà connus au niveau international et interrégional aux caractéristiques particulières des régions de montagne. Ainsi, de nouveaux indicateurs spécifiques ont été développés, diffusés à l'échelle internationale et mis en œuvre au niveau régional. Puisque les systèmes écologiques coïncident rarement avec les frontières politiques, de nombreux indicateurs s'avèrent ne pas uniquement se fonder sur des données statistiques mais sont calculés dans un système d'informations géographiques utilisant des données spatiales complexes et des algorithmes sophistiqués.

De façon générale, ce système de contrôle innovant permet l'adoption de méthodes indépendantes et originales afin de parvenir à un développement de la population, économique et social, équilibré tout en prenant soin de l'environnement afin d'éviter l'érosion du système d'entretien de la vie sur terre.



Renon/Ritten, Sud Tyrol
Photo: Uta Schirpke

Transférabilité du projet :

Puisque les indicateurs ont été sélectionnés, chaque fois que cela était possible, en tenant compte de la classification officielle des instituts statistiques nationaux et internationaux (ISTAT, EUROSTAT), il serait réellement souhaitable de lancer l'indicateur établi dans les autres régions afin de fournir une base de données plus large qui permette aux municipalités de comparer la situation au sein de différentes régions et de tirer des enseignements auprès d'autres municipalités. La documentation relative aux indicateurs est librement accessible sur le portail Internet, ce qui facilite leur mise en oeuvre au sein d'autres zones géographiques. Dès l'ors que les données nécessaires soient disponibles, les services d'un expert en calcul de tableaux et/ou d'un géomaticien sont nécessaires. Puisque les indicateurs font l'objet d'une mise à jour annuelle, des financements sont nécessaires pour l'acquisition des données, peut-être pour l'hébergement Internet et pour le financement du personnel au fil des années.

Impact du projet sur la région/sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels :

Les indicateurs fournissent une base de contrôle constant de la durabilité au sein de 116 municipalités de la province du Tyrol du Sud (Italie). Comparer les indicateurs les uns avec les autres au sein de diverses municipalités peut créer un point de départ afin de tirer des enseignements auprès des municipalités pionnières en matière de « Bonne Pratique ». Parallèlement, diverses applications visant à faire avancer l'Agenda 21 dans diverses municipalités ont déjà été mises en place en collaboration avec les administrateurs locaux.



Afin d'améliorer les possibilités de l'application relative à l'indicateur établi pour les municipalités se concentrant sur les stratégies de développement rural, il est par la suite proposé une brève description d'un projet incluant six municipalités de la partie sud-ouest du Tyrol du Sud, mis en oeuvre suivant le modèle Leader+ initiative. Sur la base de l'analyse des indicateurs liés au développement durable, des problèmes spécifiques peuvent être identifiés et analysés lors de discussions menées avec les administrateurs locaux et représentants de la population. Par exemple, les indicateurs ont généralement révélé des activités touristiques plus faibles ainsi que des taux de chômage plus élevés et donc des avantages économiques moindres pour les municipalités sélectionnées, par rapport à la plupart des autres municipalités du Tyrol du Sud, en raison de structures plus traditionnelles comportant une agriculture prédominante. L'une des plus importantes municipalités fait partie d'un parc national, ce qui limite la possibilité d'actions, mais il s'avère bien plus important de développer des stratégies compatibles avec le développement durable. Après avoir étudié les problèmes, l'administration locale a préparé avec les experts et représentants des parties locales avec des décisions politiques et de planification une liste de mesures devant être prises au cours des 5 prochaines années afin d'asseoir la base économique tout en améliorant la qualité de vie. Des stratégies visant à éveiller les consciences relativement aux conditions et caractéristiques locales s'avèrent nécessaires puisque l'objectif principal consiste à préserver l'héritage culturel de la région et à améliorer la qualité des produits locaux (issus par exemple de la production biologique). Sur cette base, il sera possible d'établir d'autres activités comme le développement du tourisme durable. Les différentes actions comprennent la création de pistes thématiques dans le parc national ou l'élaboration de projets éducatifs s'adressant aux générations plus jeunes au cours de l'été et, au cours de l'hiver, des propositions d'excursions respectueuses de l'environnement avec des raquettes ou des possibilités plus vastes pour le ski de fond. Au cours et après la mise en oeuvre des activités, l'indicateur établi contrôlera le développement durable des municipalités afin d'évaluer l'impact des mesures entreprises.

EURAC
research

Informations pratiques

Personne à contacter : Uta Schirpke

Courriel : uta.schirpke@eurac.edu

Organisation: European Academy of Bolzano (EURAC), Institute for Alpine Environment

Lien avec le projet/l'initiative: www.eurac.edu

Début du Projet: 2001

Fin du Projet: en cours

A nostra Cà (Chez nous)

Description du projet:

Le projet vise à permettre aux personnes âgées habitant les zones rurales et montagneuses de vivre à domicile, plus en sécurité, grâce à la convergence dans un même cadre de la domotique et des technologies de télésurveillance et de télémédecine.

Le projet a tout d'abord été proposé par le conseiller municipal Mario Tommasini en tant qu'initiative pilote, par opposition à la maison de retraite, et a été financé par l'intermédiaire d'un accord intervenant entre la région d'Émilie-Romagne, la municipalité de Neviano degli Arduini, la province de Parme, l'université de Parme, les services de santé, les services de soins s'adressant aux personnes âgées et la banque Cariparma.

Au cours de cette première phase, un système de domotique à domicile a été piloté dans cinq appartements situés dans un centre de soins pour personnes âgées à Neviano degli Arduini (Cà Bonaparte). Le système comportait principalement des détecteurs destinés à créer une atmosphère de sécurité et permettre la surveillance continue des activités d'une personne sans pour autant être intrusif. Puis, la deuxième phase a consisté en l'introduction de détecteurs portables, personnels, pleinement intégrés au réseau domestique, paramétrés pour procéder automatiquement à la détection des chutes, à la localisation intérieure, à la détection des signes vitaux. Chaque fonction du système peut être contrôlée à distance, permettant ainsi une télésurveillance « active » et encourageant le déploiement de centres de soins centralisés. Actuellement, le projet se poursuit ; le réseau pilote s'étend et comprend à ce jour six sites (chacun se composant d'un ensemble d'appartements assistés) répartis dans les environs montagneux de Parme.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Le projet met en œuvre un type efficace de coopération entre différentes entités publiques, institutions de recherche et différents acteurs privés dans le cadre du développement et de la mise à l'essai d'une nouvelle idée. La conception, centrée sur l'utilisateur de services innovants, a été menée à bien grâce à une collaboration entre les opérateurs techniques, sociaux et spécialisés dans les soins de santé.

La technologie est innovante parce qu'elle est :

- durable, puisque celle-ci s'appuie sur des technologies télématiques standard, largement diffusées. Ceci se traduit par des coûts abordables, une interopérabilité et une fiabilité élevées.
- ouverte: l'infrastructure virtuelle est capable d'allier les différentes caractéristiques d'un système domotique à domicile conventionnel avec des dispositifs d'assistance plus spécifiques dans un même cadre. Ceci aboutit à un système très flexible qui est par nature extensible et reconfigurable et s'adapte aux besoins spécifiques des utilisateurs et à leurs changements au cours d'une période.
- non intrusive: les outils technologiques n'interfèrent pas avec les modes de vie des résidents. Une attention est également accordée à la sécurité et à la préservation du caractère confidentiel des données.
- conviviale: les services sont accessibles à des personnes qui possèdent peu ou ne possèdent pas de connaissances technologiques. Les différents modes d'accès peuvent être conçus en fonction des besoins et de l'assurance que manifeste l'utilisateur.
- multidisciplinaire: l'équipe du projet se compose de divers profils (psychologues, travailleurs sociaux, informaticiens et médecins)

La technologie constitue le socle de services plus innovants et vise à intégrer les services sociaux et de soins de santé habituels fournis par les prestataires de soins publics et privés.



Refuge de Ca' Bonaparte, 1er site pilote
Photo: Centro Tau, University of Parma

Transférabilité du projet:

Le projet se fonde sur la mise en réseau (à la fois au niveau local et géographique) et est par nature voué à être reproduit ailleurs. Les aidants n'ont besoin d'aucune connaissance spécifique, en raison de l'adoption de technologies grand-public ; un financement limité est demandé.

Impact du projet sur la région/sur les structures de gestion/ les acteurs/ les processus décisionnels :

En raison de la taille relativement petite du projet, celui-ci ne se traduit pas par un réel impact au niveau régional. À l'échelle locale, toutefois, il a une influence importante sur l'organisation des services de soins destinés aux personnes âgées. Ces services revêtent une importance toute particulière dans les zones de montagne qui combinent vieillissement général de la population et départ des jeunes. Les politiques relatives à Internet de la région d'Émilie-Romagne permettent une couverture à large bande des régions de montagne, de sorte que les systèmes de télé-soins peuvent constituer un moyen efficace de permettre à davantage de personnes âgées de rester plus longtemps et plus confortablement chez elles tout en améliorant leur qualité de vie et tout en réduisant les dépenses sociales.

Un important aspect découlant du projet consiste à davantage sensibiliser les partenaires impliqués aux technologies innovantes et à leur impact potentiel sur l'organisation et la fonctionnalité des services de soin. En effet, les nouvelles technologies doivent souvent surmonter des problèmes de visibilité et de diffusion en quittant le milieu universitaire ou les cercles fermés de spécialistes. Au lieu de cela, le projet a porté les nouvelles opportunités à la connaissance d'un certain nombre de personnes intervenant à divers niveaux en ce qui concerne la gestion des et les politiques liées aux services. Par ailleurs, ceci a permis d'effectuer des recherches scientifiques et d'assister à un développement technologique s'accompagnant d'importantes remarques relativement à l'efficacité, à la convivialité et à la fiabilité des options technologiques.



Exemple de site pilote, où la technologie non-intrusive s'intègre dans l'environnement familial d'une personne âgée; Photo: Centro Tau, University of Parma

Informations pratiques

Personne à contacter : Paolo Ciampolini

Courriel : paolo.ciampolini@unipr.it

Organisation: Provincia of Parma

Lien avec le projet/l'initiative: www.provincia.parma.it

Début du Projet: 2005

Fin du Projet: en cours

Centre for Health Science

Un centre dédié aux sciences de la santé privilégiant l'expertise en matière de recherche, d'éducation, de formation, de soins aux patients et de développement

Description du projet :

Le Centre for Health Science (CfHS) (centre dédié aux sciences de la santé) constitue une infrastructure phare située à Inverness (Écosse) qui réunit les secteurs public, privé et universitaire afin de s'imposer en tant que centre privilégiant l'excellence en matière de soins de santé et de biotechnologie.

Highlands and Islands Enterprise (HIE) ainsi que des parties prenantes clés du domaine des soins de santé de la région ont développé et financé le CfHS puisqu'ils ont identifié les sciences biologiques comme étant essentielles pour la croissance de la région. Ils ont notamment reconnu que le secteur local des soins de santé présentait, dans les domaines de la recherche, de la formation, de l'éducation et des affaires, un potentiel de croissance énorme pour stimuler une économie du savoir très qualifiée et très bien rémunérée.

Le Centre se fixe pour objectif de traiter un certain nombre de questions relatives aux soins de santé, à l'enseignement, à la recherche, au développement et à l'infrastructure de la région. Ceci inclut, en particulier, la fidélisation des jeunes ainsi que le recrutement et la rétention de personnel dans les zones isolées et rurales. Des équipements de qualité se sont avérés nécessaires afin d'encourager les professionnels de la santé à venir travailler dans la région tout en leur offrant parallèlement des opportunités d'évolution professionnelle permanente, d'acquisition continue de connaissances techniques et de formation continue. La pénurie de dentistes du NHS a représenté un problème fondamental. Le manque d'installations dédiées à la recherche dont souffre la région restreignait également le nombre de projets de recherche et les niveaux de recherche collaborative impliquant des institutions universitaires ou des sociétés commerciales, localement et à plus grand échelle, demeuraient faibles. En outre, il existait un espace d'incubation d'entreprises trop limité pour pouvoir encourager de nouvelles activités commerciales. Le CfHS a donc été conçu comme un catalyseur afin de stimuler la croissance, l'interaction et l'innovation, ce qui à son tour se traduira par de la valeur ajoutée grâce à la collaboration, à la transmission des connaissances, aux résultats cliniques améliorés, aux publications et à la commercialisation.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Le CfHS a été développé dans le cadre d'un partenariat collaboratif et compte parmi les premières infrastructures du RU à avoir rassemblé au sein d'un unique bâtiment des entités publiques, privées et universitaires liées à la santé. Le bâtiment a été érigé dans ce but et sa conception offre des espaces de travail enthousiasmants qui aideront à maximiser les opportunités sociales et collaboratives et propose un environnement propice à la réflexion innovante et interdisciplinaire. Afin de davantage améliorer l'environnement créatif, un programme d'art public a été incorporé dans le processus de conception et de construction. Le centre comprend en particulier 5 centres d'enseignement et de formation, 4 institutions universitaires, 2 services NHS dédiés aux patients, un établissement de recherche clinique et 2 instituts de recherche. Les 2 instituts de recherche sont uniques au RU ; le *Centre for Rural Health* (centre dédié à la santé en milieu rural) constitue le seul institut de recherche de ce genre et le *Highland Diabetes Institute* (institut du diabète du Highland) est une coentreprise unique rassemblant un département universitaire, une organisation commerciale et un prestataire de santé possédant tous des compétences en matière de diabète. Une autre caractéristique visant à encourager l'innovation est l'incorporation d'un espace dédié aux unités d'incubation d'entreprises. Ces unités offrent une opportunité d'exploiter la propriété intellectuelle qui permet des retombées commerciales et encourage le démarrage et la croissance d'entreprises dans un environnement apportant un soutien, avec l'avantage supplémentaire d'être situées aux côtés d'experts du secteur. L'utilisation de la technologie de pointe et les approches d'apprentissage combinées offrent un environnement d'apprentissage innovant aux fins de l'enseignement et de la formation des étudiants et des professionnels des soins de santé issus des milieux ruraux ainsi qu'une formation de proximité s'adressant aux autres régions d'Écosse. La technologie a amélioré la connectivité et a contribué à élargir l'accès à un enseignement et une formation modernes (p. ex. utilisation de la visualisation 3D et des équipements de simulation) dans la région.



Photo: Ewen Weatherspoon

Transférabilité du projet :

Le modèle CfHS peut être transféré vers d'autres régions et secteurs. Le facteur clé de réussite du CfHS repose sur la consolidation et l'utilisation des forces existantes et sur leur transformation en un centre dynamique où l'apprentissage, la recherche et la commercialisation agissent de concert et s'enrichissent mutuellement. L'implication de partenaires enthousiastes s'est révélée essentielle pour le développement du projet, notamment celle de l'agence de développement économique qui a financé cette construction de 24m £. Un élément crucial qui a opéré en faveur du développement de cet imposant ensemble a été la volonté de trois universités de *cohabiter* et de travailler ensemble, dans un esprit de collaboration, au service d'un but commun ; chacune possédait une empreinte relativement petite en matière de sciences de la santé, mais ensemble, elles produisent un impact important. Aujourd'hui, ce modèle de travail s'avère essentiel pour attirer un financement. Il est important d'offrir des installations et équipements de niveau international afin d'attirer du personnel et des étudiants et une infrastructure technologique régionale afin de produire un impact plus large. Le fait d'adapter les développements aux besoins d'une région plutôt que d'utiliser un modèle « urbain » qui a fait ses preuves et de se concentrer sur les forces principales régionales revêt une importance capitale.

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels

Le Centre for Health Science a été conçu en 2002 et a officiellement été achevé en 2009. À ce jour, le Centre représente un élément clé venant se greffer au déjà très important cluster d'activités liées aux sciences de la santé de la région des Highlands and Islands (Écosse). Le centre a su consolider les forces et initiatives régionales sous un seul et même toit et rassembler un groupe connexe d'activités qui se soutiennent mutuellement et forment un imposant ensemble largement reconnu.

Les avantages que présente le Centre for Health Science n'ont pas seulement un impact sur les environs immédiats mais s'étendent à plus grande échelle dans la région des Highlands and Islands. Le Centre a aidé à s'attaquer au niveau et volume déficitaires caractérisant l'éducation supérieure et l'activité de recherche des Highlands and Islands et a apporté des solutions au problème de l'offre relative à l'éducation, à la formation et aux services en matière de soins de santé au sein de la région. Le centre a acquis de l'expérience en traitant les problèmes de recrutement et de rétention de professionnels des soins de santé dans les zones isolées et rurales et a conforté les aspirations de croissance de l'université émergente des Highlands and Islands et de sa faculté de santé tout en renforçant le rôle de NHS Highland et ses responsabilités relativement à la prestation de soins de santé au sein de la région. Le CfHS a contribué à étendre la présence d'une organisation multinationale dans la région en les rapprochant d'autres acteurs clés en matière de diabète et de recherche liée à la santé. L'incorporation de pépinières d'entreprises a également favorisé la croissance et a permis à de nouvelles activités commerciales de prospérer dans la région.

Les opportunités qu'offre le centre signifient que les personnes n'ont plus besoin de quitter la région pour travailler, étudier ou se former. On assiste à une recrudescence des professionnels qualifiés qui s'installent dans la région, à une augmentation du portefeuille et des subventions consacrés à la recherche et la construction de cet ensemble imposant a rendu la région plus attractive pour les investissements intérieurs et les opportunités commerciales.

Le CfHS emploie actuellement plus de 270 salariés, accueille environ 600 étudiants et approximativement 300 projets de recherche entrepris ou gérés au sein du centre. La conception du bâtiment et l'installation dans un même lieu

de plusieurs organisations ont fait du Centre for Health Science un catalyseur pour les projets accomplis en collaboration et la transmission des connaissances entre universitaires et entreprises. Le Centre a fait tomber les barrières traditionnelles entre les différentes organisations, équipes de recherche et disciplines et a encouragé ceux qui travaillaient principalement « dans des environnements cloisonnés » à se coordonner et à travailler ensemble, tout en formant de nouvelles collaborations et nouveaux partenariats afin de répondre à des questions communes. Le succès du modèle du Centre for Health Science est maintenant voué à connaître une nouvelle phase de développement.



Photo: Ewen Weatherspoon

Informations pratiques

Personne à contacter : Lindsey Moodie

Courriel : lindsey.moodie@cfhs.eu

Organisation: Centre for Health Science, Inverness, Scotland, UK

Lien avec le projet/l'initiative: www.centreforhealthscience.com

Début du Projet: 2002

Fin du Projet: 2009

Peak Innovation Un système d'innovation s'appuyant sur quatre piliers

Description du projet:

Au cours des dix dernières années, Åre a assisté à une forte croissance de son tourisme, de ses affaires et à un accroissement important de sa population. Ce succès tient en grande partie à l'excellente coopération qui existe entre les entreprises et les instances locales ; une particularité d'Åre. La vision du futur d'Åre, *Vision 2020*, celle d'une station alpine restant la plus attractive tout au long de l'année demeure l'outil le plus important permettant de davantage promouvoir le développement. Avec le système « Peak Innovation », la prochaine phase de développement est dorénavant et déjà lancée; tout en veillant à ce que le **secteur des affaires**, le **secteur public**, l'**université Mid-Sweden** et le **milieu sportif** soient soudés dans ce processus.

Peak Innovation permettra la création du Centre de recherche sur les sports alpins suédois, un projet qui offrira des infrastructures uniques dédiées à la recherche et au développement de produits se rapportant au ski alpin et au cyclisme de montagne. L'établissement de programmes de formation ayant trait au tourisme, aux activités de plein air et aux sports à Åre recueille déjà un réel succès avec actuellement deux programmes universitaires : SKARP qui s'articule autour du développement de produits et, par ailleurs, une formation sur la gestion des activités de plein air. Ainsi, la combinaison des programmes de formation et infrastructures dédiées à la recherche dans l'environnement dynamique d'Åre vient solidement se greffer à l'attrait que suscite l'université Mid-Sweden.

Une petite ville accueillant des entreprises innovantes, telle qu'Åre, doit se doter d'un centre où les entrepreneurs peuvent travailler, se rencontrer, rebondir sur des idées ; ceci se concrétisera sous la forme d'un centre d'affaires Peak Innovation.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Au cours de la décennie passée, Åre a été perçue comme une municipalité hautement innovante en raison de la coopération existant entre les instances locales et l'association des entreprises locales, comme l'a fait alors apparaître la Vision de 2011. Aujourd'hui, une toute nouvelle dimension est venue s'y ajouter sous la forme de Peak Innovation: en permettant la transformation d'une orientation marquée par un fort esprit d'entrepreneuriat en une orientation marquée par un esprit d'entrepreneuriat **et par** la connais-

sance, avec la contribution conjointe de l'université, du secteur public, du secteur privé des affaires et du milieu sportif.



Photo: Rulle Malmquist

Station touristique prisée, Åre tend à devenir un environnement européen majeur pour la recherche et le développement dans les domaines du tourisme, des sports et des loisirs extérieurs ; un environnement où la région tout entière, l'université,

le secteur des affaires, le secteur public et le milieu sportif s'impliquent dans un processus de développement systématique. L'aspect innovant réside dans l'utilisation de l'effet de levier résultant de l'interaction entre ces parties.

Transférabilité du projet:

La plupart des destinations de ski alpin fonctionnent d'une manière similaire d'après laquelle la coopération entre les secteurs d'affaires publics et privés constitue à la fois l'ingrédient essentiel et le problème le plus difficile à surmonter. Le modèle de coopération établi dans la municipalité d'Åre, au sens général, est une référence. Le développement systématique du tourisme, des activités de plein air et des sports combinant les ressources de la recherche, de l'éducation et de la formation commerciale à travers le véhicule que représente Peak Innovation peut être transféré vers d'autres destinations similaires lorsqu'une coopération entre une ou plusieurs universités est déjà en place ou peut être instaurée.



Photo:
Rulle Malmquist

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels

Le développement du tourisme, des sports et des activités de plein air, ce que nous appelons familièrement les secteurs « Peak », résulte de l'implication de nombreux acteurs différents. Lorsqu'elles sont canalisées par le biais de Peak Innovation les ressources seront concentrées sur un acteur et grâce au fort soutien dont Peak Innovation bénéficie, Peak Innovation a créé un lieu reconnu où les idées en matière d'affaires peuvent germer et arriver à maturité; une infrastructure particulièrement appréciée par les petites sociétés qui possèdent généralement des ressources trop limitées pour leur permettre de naviguer dans les structures bureaucratiques. En 2006, la municipalité d'Åre a reçu le titre de « Municipalité de la Croissance de l'Année » en Suède et en 2009, celui de « Municipalité Promotrice des Nouvelles Entreprises ». Peak Innovation met à disposition les moyens permettant de maintenir et d'accélérer cette croissance couronnée de succès.

Informations pratiques

Personne à contacter : Jan Andersson

Courriel : jan.andersson@are.se

Organisation: *Peak Innovation*

Lien avec le projet/l'initiative: www.peakinnovation.se

Début du Projet: 2001

Fin du Projet: en cours

Établissement d'une zone forestière protégée dans la région de la rivière Ugar

Description du projet :

La Bosnie-Herzégovine (BiH) est un pays où la forêt constitue une ressource naturelle importante en ce qui concerne l'économie, l'intégration sociale et l'écologie. De façon générale, la gestion des forêts en BiH est très traditionnelle et orientée techniquement.

La plupart des gestionnaires forestiers défendent le secteur forestier « fermé » empêchant ainsi tout lien concret avec des secteurs similaires (p. ex. les secteurs du tourisme ou de la gestion des eaux).

Ainsi, l'intégration sociale de la gestion forestière n'est pas une question débattue en raison de l'existence d'un consensus parmi les forestiers voulant que « seules les personnes habilitées (les forestiers eux-mêmes) décident de la gestion ».

La rivière Ugar est la ressource en eau de la montagne Vlašič, l'un des célèbres centres touristiques d'ex-Yougoslavie comportant de nombreux hôtels et des centaines de maisons de villégiature. La population rurale reconnaît le potentiel que possède le développement touristique dans leur région.

Recouverte d'une forêt, la région de la rivière Ugar est gérée par l'entreprise forestière locale. Durant des années, la direction de l'entreprise n'a pas suffisamment prêté attention à la protection de la qualité de l'eau et n'a pas tenu compte de l'importance de la ressource en eau en matière de développement de tourisme durable. La direction s'est principalement concentrée sur l'utilisation du bois.

En soutenant le secteur de la société civile locale, préférablement les parties prenantes du secteur touristique, SNV a conduit l'initiative en se fixant deux objectifs principaux :

- protéger la ressource en eau de la région montagneuse du Vlašič
- améliorer la participation de la population rurale dans la gestion forestière.



Aspects innovants du projet/de l'initiative:

L'aspect innovant le plus important de l'initiative réside dans le processus et l'approche en vertu desquels l'attention portée sur la gestion forestière a été déplacée pour venir se concentrer sur les besoins de la population locale/rurale. Cette évolution a pu se produire en permettant à la population locale/rurale de directement participer à /de directement influencer la gestion forestière locale.

Bien que l'entreprise forestière locale possède un mandat total et détienne le monopole de la gestion des forêts sur la base de ses propres besoins (principalement économiques), d'autres parties prenantes ont aussi eu la possibilité de se faire entendre par le biais de cette initiative. Il s'agit d'une approche innovante ouverte pour répondre à la question de la gestion forestière. L'initiative a été lancée par les ONG locales (avec le soutien de SNV) et est très vite devenue un processus impliquant des parties prenantes multiples y compris divers acteurs (l'entreprise, le ministère, les communautés locales, les ONG, les associations touristiques, la municipalité et la gestion des eaux).

Le processus tout entier, facilité par SNV, a consisté en deux grands débats publics en présence des médias, en plusieurs tables rondes, réunions et négociations auxquelles toutes les parties prenantes ont pris part.

Bien que certains intervenants aient exprimé des points de vue radicalement opposés (p. ex. entreprise et secteur touristique) au début du processus, à l'issue d'une année, une vision commune de la gestion forestière de la région Ugar s'est imposée. La vision a été formulée dans une Charte, un document qui a officiellement été adopté par le Gouvernement du canton de Bosnie centrale.

Certains des points principaux de la Charte énoncent notamment que 1660 ha de la région de la rivière Ugar sont protégés au nom de la protection de la qualité de l'eau et des besoins du secteur touristique et les parties prenantes locales participeront à l'avenir à la gestion forestière.

Le processus a largement contribué à l'innovation en matière de gouvernance des zones protégées rurales et de relation entre tourisme durable et gestion forestière durable dans les zones de montagne.



Harvesting residual in Ugar river
before the project implementation
Photo: Samer Dolovac

Transférabilité du projet :

Ce projet peut être mis en œuvre ailleurs, dans les endroits où cette question, entre forestiers et communautés locales/rurales, se pose. Ceci concerne donc de nombreux lieux de Bosnie-Herzégovine, des Balkans, de l'Europe et du monde. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de ce projet, il ressort que l'une des pré-conditions les plus importantes aboutissant à la réussite du processus réside dans sa bonne animation en améliorant la communication entre les différentes parties prenantes. La mise en œuvre de projets similaires se traduira par une participation directe des populations locales/rurales dans la gestion forestière, créant ainsi de nombreuses possibilités pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels

La mise œuvre du projet a entraîné, dans la région, un changement de la logique tout entière de la gestion forestière. Ceci a abouti à l'élaboration d'une Charte, un document officiel qui reconnaît le rôle très important de la participation de la population locale/rurale dans le processus décisionnel lié à la gestion forestière de la région. La Charte donne également la priorité à la gestion forestière dans la région tout en revalorisant la protection de l'eau et les potentiels touristiques par rapport à l'utilisation du bois. La Charte a été adoptée par le gouvernement cantonal et est devenue un document qui lie l'entreprise forestière.

Certains des effets concrets de la mise en œuvre des règles de la Charte sont présentés ci-après : Les activités d'exploitation forestière de la CFE seront limitées aux périodes s'étendant du 1^{er} mars au 30 mai et du 1^{er} septembre au 30 novembre (dans le but d'éviter les saisons touristiques d'hivernales et estivales);

Au cours de la planification et de la mise en œuvre de toutes les activités liées à la gestion forestière dans la région d'Ugar, l'entreprise forestière locale est **tenue de consulter les institutions/organisations suivantes**: 1) le ministère de la Gestion de l'Eau ; 2) l'entreprise d'approvisionnement en eau de la région ; 3) les communautés locales (population rurale) de la région ; 4) l'Association Touristique du Canton de Bosnie Centrale; 5) les associations écologiques (les ONG) de la région.

Les **avantages/la valeur ajoutée** de l'initiative de la région rurale de Vlašić peuvent se résumer de la façon suivante :

- une gestion forestière plus transparente dans la région ;
- une localisation de la gestion forestière (plus adaptée aux besoins de la population locale, lesquels se concentrent principalement sur la protection de l'eau et l'amélioration du potentiel touristique);
- protection renforcée de la qualité de l'eau potable ;
- participation officielle de la population locale dans la gestion forestière établie;
- collaboration améliorée entre les autorités forestières et autres intervenants (secteur touristique, secteur de la gestion de l'eau, communautés locales, ONG, etc.);
- De façon générale, valorisation du potentiel touristique au sein de la région ;
- De façon générale, valorisation du potentiel touristique directement liée à la sylviculture au sein de la région ;
- possibilité de reproduire cette pratique dans d'autres régions de BiH/d'autres régions.



Vlašić-ski centre en hiver
Photo: Samer Dolovac

Ces avantages ont créé de bien meilleures conditions de vie pour des centaines de personnes locales notamment en ce qui concerne la ressource en eau et le développement du tourisme.

Informations pratiques

Personne à contacter : Ernad Granić

Courriel : egranic@snvworld.org

Organisation: SNV–Netherlands Development Organisation; www.snvworld.org

Lien avec le projet/l'initiative: [local webpage](#)

Début du Projet: 2007 (Decembre)

Fin du Projet: 2009 (Mars)

Master en planification du développement durable dans les zones de montagne et en politiques européennes relatives aux montagnes

Description du projet :

Le diplôme de Master en « planification du développement durable dans les zones de montagne et en politiques européennes relatives aux montagnes » est organisé par l'Irealp, l'École polytechnique de Milan et l'Advocacy Europe Institute (un institut basé à Bruxelles, spécialisé dans la formation de haut niveau sur les affaires publiques et stratégies de lobbying au niveau européen et la gestion de projets à financement européen).



Les territoires de montagne constituent des zones très complexes qui se prêtent bien à l'intervention de projets : elles offrent de nombreuses opportunités mais dans le même temps exigent une attention toute particulière. Dans ce contexte, le Master entend développer les possibilités en matière de projets orientés vers les secteurs qui sont consolidés et s'avèrent essentiels pour les régions de montagne (tourisme, valorisation des paysages, énergie, produits agroalimentaires de qualité, etc.), en analysant les points forts et les points faibles de ces territoires et les méthodologies permettant de faire face aux facteurs de marginalité (tels que le risque hydrologique, l'environnement et le paysage, les traditions).

L'objectif du Master consiste à transmettre les outils méthodologiques et opérationnels dans le but de former des experts de la planification de projets aux fins du développement des zones de montagne : opportunités de développement durable socio-économique, cohésion sociale, programme de financement UE, techniques de gestion et d'évaluation des politiques publiques, promotion du réseautage entre individus et institutions. Le calendrier de formation du Master s'étend de janvier à novembre 2010. Cette formation fait non seulement appel à des experts et universitaires mais encore à des professionnels, administrateurs publics, fonctionnaires, MPE et opérateurs qui s'impliquent tous directement dans la gestion du développement durable des territoires de montagne.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

L'aspect innovant du programme du Master réside tout d'abord dans son contenu: le programme aborde plusieurs politiques thématiques européennes en se fixant pour objectif de mettre en exergue une stratégie de développement durable possible pour les régions de montagne. Ce Master entend créer un profil professionnel qui manque en Europe: celui de « concepteur de projets appliqués à la montagne » à même de répondre aux appels à proposition de l'UE qui peuvent concerner des acteurs tels que les instances locales, les associations, les conseils et les entreprises. L'aspect innovant de ce Master réside ensuite dans le lieu de la formation : le Master est accueilli par Irealp, au cœur des Alpes dans la Province de Sondrio où aucune autre université n'est située, de sorte qu'il représente l'unique programme de troisième cycle proposé aux personnes qui souhaitent, actuellement et à l'avenir, rester en montagne. En outre, le module de la formation consacré aux politiques et programmes européens relatifs aux montagnes se déroule à Bruxelles. Les étudiants passent ainsi 3 semaines au cœur de l'Europe où ils rencontrent les fonctionnaires, conseillers et experts de la CE qui traitent des politiques de l'UE relatives aux régions de montagne. Ils visitent également les institutions de l'UE et les associations européennes se consacrant à la montagne.

Enfin, le Master s'achève sur une période de stage au sein d'associations se consacrant à la montagne, de sociétés, d'institutions publiques et privées afin d'appliquer les connaissances acquises au cours de la formation et de développer des projets liés aux territoires montagneux.



Transférabilité du projet :

Le Master peut être transféré vers d'autres pays et régions de montagne avec la participation d'une université locale et/ou d'une association de montagne.

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels :

Le Master rapproche l'Europe des régions de montagne par l'intermédiaire de l'amélioration de la connaissance relative au développement durable des territoires de montagne. Les participants tireront parti des politiques européennes territoriales pour repenser le développement de la montagne et mener à bien des projets innovants qui favoriseront la réalisation des objectifs du traité de Lisbonne.

En fait, le programme du Master entend apporter les outils méthodologiques et opérationnels adéquats aux fins de la création d'une nouvelle profession celle de « concepteur de projets appliqués aux régions de montagne » en proposant un approfondissement spécifique des politiques de l'UE orientées vers le développement durable des montagnes. Ce professionnel sera amené à travailler au sein d'institutions publiques locales, de sociétés et cabinets de conseil privés, d'entités publiques et privées qui s'impliquent dans les politiques d'intervention locales et publiques (p. ex. les agences de développement, les établissements de crédit, etc...) et aura un impact important sur les territoires de montagne en améliorant l'image des montagnes en Europe, en augmentant le financement consacré aux régions de montagne et en soutenant des actions orientées vers le développement durable de ces territoires.

De plus, le Master vise, grâce à cette nouvelle profession, à encourager la planification des politiques publiques relatives aux régions de montagne, à promouvoir les processus de coopération entre les différents associations, acteurs et intervenants, à rapprocher et intégrer les politiques publiques locales, régionales, nationales et européennes relatives aux montagnes et à influencer les processus décisionnels en faveur des régions de montagne.

Enfin, le Master entend combler le vide de certains programmes de développement financés par l'UE et par les politiques de développement locales et nationales promouvant des actions et projets en faveur des zones urbaines ou de vallées qui tirent déjà profit de certaines activités économiques. Les territoires de montagne présentent des particularités : un phénomène de marginalité et de fragilité mais aussi importantes opportunités dans différents domaines et secteurs. Si elles sont sous-estimées et mal appréciées, les projets non adaptés à la spécificité des zones de montagne risquent d'essuyer un rejet de la part des bailleurs de fond. Par son programme qui fait rencontrer aux étudiants, futurs acteurs du développement des montagnes la réalité de ces zones, le Master permettra d'éviter cet écueil.



Informations pratiques

Personne à contacter : Raffaele RAJA

Courriel : direttore@irealp.it

Organisation: IREALP - Research Institute for Ecology and Economy Applied to Alpine Areas

Lien avec le projet/l'initiative: www.master.irealp.it

Début du Projet: January 2010

Fin du Projet: December 2010

climalp – maisons écoénergétiques construites en bois régional dans l'espace alpin

Description du projet :

L'utilisation du bois régional en tant que matériel de construction et combustible contribue largement à la réduction des émissions de CO2. L'utilisation du bois local traité dans la région crée des emplois et garantit que la valeur ajoutée reste dans la région, ce qui a pour effet collatéral une réduction de la congestion du trafic dans la région Alpine.

Le projet «climalp – maisons écoénergétiques construites en bois régional» - conduit par la CIPRA – la Commission Internationale pour la Protection des Alpes - est une campagne d'information qui vise à promouvoir une construction efficace sur le plan énergétique fondée sur l'utilisation du bois issu de la région Alpine.

climalp publie des rapports et dépliants dans les quatre langues alpines contribuant ainsi à la diffusion de la connaissance dans la région alpine. climalp permet un partage de la connaissance au cours de voyages d'étude avec des architectes, aménageurs, professionnels de la construction en bois et représentants des communautés.

Avec climalp, la CIPRA participe à la protection climatique, au développement durable dans les Alpes et à la mise en œuvre de la Convention alpine et de ses protocoles sur les « Forêts de Montagne » et l'«Énergie».



Aspects innovants du projet/de l'initiative:

climalp possède plusieurs caractéristiques innovantes :

climalp: science fiction dans certaines régions alpines/certains pays alpins

Dans certain(e)s régions alpines/pays alpins, les approches en matière de construction faisant l'objet d'une promotion dans le cadre de climalp étaient pratiquement inconnues avant que climalp ne commence à publier ses activités. climalp a contribué à sensibiliser et susciter un intérêt à l'égard desdites approches et a initié divers projets de construction qui sont maintenant mis en œuvre au sein de diverses régions alpines.

climalp: une prise en compte intégrale et durable du secteur de la construction

Ceci signifie que le projet traite des aspects liés à l'énergie (y compris l'énergie grise) et à l'environnement des matériaux de construction, de l'approvisionnement en énergie, de l'énergie grise et du lieu de la construction. climalp démontre aussi que les constructions peuvent désormais être érigées de façon à produire bien plus d'énergie qu'elles n'en consomment.

climalp: question liées à l'aménagement de l'espace

Une maison passive située dans la campagne contribue à l'étalement urbain et s'accompagne souvent d'un important nombre de déplacements privés. climalp présente la façon dont les municipalités font la promotion des instruments de planification régionaux et gèrent la construction concentrée.

climalp: partage de la connaissance et réseautage au-delà des frontières

Malgré la mondialisation, il n'est pas facile pour les instances locales, les architectes, les spécialistes de l'énergie, etc... de partager leurs expériences et connaissances au-delà des frontières de leur pays et de leur sphère linguistique. climalp contribue grandement à la diffusion de la connaissance et des expériences au-delà des frontières nationales et linguistiques grâce à la traduction et à la diffusion de faits techniques et méthodologiques ainsi qu'à la présentation d'exemples liés aux meilleures pratiques dans les principales langues alpines. climalp travaille principalement avec des agents multiplicateurs tels que les municipalités, les architectes et les spécialistes de l'énergie. Les activités de climalp contribuent à la création de réseaux transnationaux avec les institutions de la connaissance, les spécialistes et les constructeurs.



Photo: CIPRA International

Transférabilité du projet :

L'idée de climalp est facilement transférable.

Dans le secteur de la construction, des solutions et idées simples peuvent avoir un impact important sur la réduction des émissions de CO₂, l'économie régionale et peuvent contribuer à protéger le climat, le sol et le paysage. climalp aide à étendre ces solutions et idées d'un lieu à l'autre, au-delà des frontières nationales et linguistiques, grâce à sa campagne de communication.

Le sujet s'avère simple ; le message et la solution sont facilement transférables. Un voyage d'étude et une réunion avec le maire, l'architecte ou l'ingénieur peuvent suffire à trouver une solution ou une idée mise en œuvre ailleurs dans la région alpine. Ces voyages recueillent un succès évident ; une organisation doit posséder un bon réseau afin de parvenir à la connaissance et à l'apprentissage..

La nature flexible de la structure du projet de climalp facilite la mise en œuvre d'une action spécifique et la compréhension des idées. Les ressources disponibles financières et humaines peuvent être utilisées chaque fois que leur impact est le meilleur - sans frais administratifs.

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels

Les représentants des communautés, les architectes, les professionnels du bois et autres intervenants de la région alpine bénéficient des larges attributions du projet climalp. La connaissance passe d'une région à l'autre dans les Alpes. Une fois mise en pratique, la connaissance acquise au cours des voyages d'étude se traduit par de l'innovation pour une région :

La première conférence française sur la maison passive s'est tenue à Grenoble en avril 2007 et a été conjointement initiée par la CIPRA et d'autres organisations. Cet événement a recueilli un énorme succès, a réuni 420 personnes environ, y compris des experts venus de France, de Suisse et d'Autriche. Depuis, la conférence sur la maison passive se tient chaque année et s'impose désormais comme un lieu de connaissance réputé au-delà des frontières régionales et nationales.

climalp organise des voyages d'étude à Vorarlberg et d'autres régions modèles où de nombreuses maisons passives sont construites en bois local et où une politique régionale, innovante et durable, est mise en œuvre dans de nombreuses communautés. Pendant plusieurs jours, les participants ont l'opportunité de rencontrer les stratèges, les architectes et autres ingénieurs et de tirer des enseignements de leur expérience et leurs méthodes afin d'établir des politiques en matière d'efficacité énergétique et utiliser les ressources en bois locales. Plusieurs des participants qui ont pris part à ces voyages d'étude ont depuis commencé à mettre en œuvre et à adapter ce qu'ils ont appris et vu. En effet, après avoir assisté au voyage d'étude à Vorarlberg, la municipalité française de Saint Jean d'Arvey a construit son centre municipal sur le modèle de construction de Ludesch. La municipalité de Saint Martin de Belleville a implanté une crèche écoénergétique et, en octobre 2010, organise une conférence sur la construction écoénergétique et les possibilités offertes pour la municipalité. Cette instance transfère donc la connaissance et l'expérience qu'elle a acquises aux municipalités environnantes et est devenue une municipalité pilote au sein des Alpes françaises. Si les acteurs clés politiques et administratifs envisageaient de n'ériger que des constructions respectant les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique, ils enverraient une image positive aux constructeurs immobiliers.



Photo: CIPRA International

Informations pratiques

Personne à contacter : Anita Wyss

Courriel : anita.wyss@cipra.org

Organisation: CIPRA International

Lien avec le projet/l'initiative: www.cipra.org/de/climalp , www.cipra.org/en

Début du Projet: 2004

Fin du Projet: en cours

Création d'une zone d'énergie durable au sein de l'Apennin bolognais

Description du projet :

Ce projet, qui concerne les régions centre nord de l'Apennin, est mis en œuvre dans le cadre des activités du Réseau de Haute Technologie d'Émilie-Romagne, coordonné par l'ASTER (Association pour les Sciences et la Technologie d'Émilie-Romagne).

L'objectif stratégique du projet consiste à transformer cette région montagnarde en une « Zone d'Énergie Durable » en diffusant la connaissance scientifique et les applications technologiques vers tous les intervenants de façon à créer un lien entre la recherche, la technologie et la production.

Les activités de transfert de technologie sont principalement effectuées en aidant l'administration publique locale à créer de meilleures conditions pour le développement durable par le biais des économies d'énergie et des technologies les plus récentes en matière d'énergies renouvelables.

Ces technologies ont été appliquées à la construction d'immeubles et d'installations publiques qui, en plus de remplir leur fonction technique, sont mis à disposition des parties intéressées (citoyens et entreprises) à des fins d'information et de visites.

Les usines ont été construites en utilisant tout type de sources renouvelables (vent, chutes d'eau, soleil, géothermie, copeaux de bois), en se concentrant notamment sur la biomasse ligneuse qui est abondante dans nos régions.

Les résultats ont alors été utilisés dans le cadre de recherches, d'études et d'activités de diffusion de l'information qui ont abouti à l'organisation d'une exposition « Ecoappennino », laquelle traite de l'économie d'énergie, des sources d'énergie renouvelable et des technologies y afférentes.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Les aspects innovants de notre projet concernent à la fois la méthodologie, le contenu technique et les capacités organisationnelles.

En ce qui concerne la méthodologie, nous nous sommes énormément concentrés sur l'implication des instances publiques locales en les considérant comme des partenaires actifs du projet, et ce, afin de garantir leur engagement et des ressources financières. Cette démarche permet en outre de s'assurer que les installations modèles innovantes seront par la suite entretenues et gérées même lorsque la phase de démarrage sera achevée.

La coopération avec COSEA, une société publique qui regroupe 23 municipalités de montagne et qui gère des services environnementaux s'est révélée utile. COSEA a cofinancé le projet et y a également participé avec sa section technique en mettant en place un « Service de l'Énergie » interne. Ce service a été soutenu par de jeunes ingénieurs locaux qui ont, dès le début, pris part au projet et ont acquis des compétences remarquables qui resteront dans la région.

En ce qui concerne les questions techniques, les aspects les plus innovants résident principalement dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre et de la biomasse ligneuse puisque ceux-ci sont considérés comme ayant les impacts les plus positifs au sein de la région.

Nous avons effectué des recherches à cet égard et développé des modèles GIS qui aident à évaluer les émissions de CO2 au niveau municipal. En outre, il est possible de mesurer la quantité de bois qui peut être extraite d'une façon durable de la forêt.

En ce qui concerne les aspects technologiques, plus spécifiquement, l'initiative la plus intéressante a été le développement, la gestion et la surveillance d'une petite (35 kW) centrale de cogénération alimentée par des copeaux de bois utilisant le système de gazéification du bois combiné à un moteur à combustion externe dont le fluide principal est un gaz soumis au cycle Sterling : cette usine, qui compte parmi les premières de ce type en Europe, a également permis de créer un groupe de travail technique entre différents pays européens (Danemark, Autriche, Allemagne et Italie).

Enfin, en ce qui concerne l'efficacité de la diffusion de l'information, d'excellents résultats ont été obtenus grâce à l'organisation de l'exposition « Ecoappennino ».



Transférabilité du projet:

Les conditions importantes permettant de transférer ce projet vers d'autres régions sont les suivantes :

- L'existence préalable d'une organisation dans la région dotée de connaissances locales servant d'« incubateur » du projet en offrant sa structure organisationnelle ;
- Un chef de projet ayant des compétences techniques et organisationnelles mais justifiant également de bonnes connaissances des procédures et réglementations et une équipe de jeunes ingénieurs comportant un chef d'équipe capable de les motiver;
- La présence d'universités ou de centres de recherche afin de soutenir l'initiative;
- Des entreprises locales capables de construire des usines et des banques qui peuvent cofinancer ;
- La disponibilité de fonds publics afin d'appuyer les étapes initiales de l'organisation et de la planification ainsi que la surveillance et la diffusion ultérieures des résultats.



Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels

L'impact des projets peut être observé au niveau local, régional, et même, en partie, à l'échelle internationale. Localement, l'impact se présente de la façon suivante :

- Les instances municipales ont commencé à se rendre compte que les innovations liées à l'économie d'énergie et aux sources renouvelables peuvent avoir des impacts positifs. Ce qui a conduit à des investissements continuels. Certaines municipalités ont également appliqué des certifications énergétiques aux constructions publiques et ont élaboré des programmes municipaux relatifs à l'énergie.
- De nombreuses sociétés, y compris les PME, peuvent mieux se mesurer à d'autres acteurs puisqu'elles possèdent une meilleure connaissance des nouvelles technologies qui ont été étudiées de façon approfondie. Elles peuvent ainsi offrir ces services.
- De plus grandes sociétés, possédant davantage de ressources financières, ont évalué les avantages liés à l'adaptation des principes d'« économie verte » et ont fait une proposition en matière de construction d'installations publiques ; l'exemple le plus marquant étant celui de la construction d'une centrale de cogénération alimentée par des copeaux de bois avec un réseau de chauffage urbain, desservant les écoles, les installations sportives et un petit quartier résidentiel.
- De nombreuses équipes de conception et de nombreux ingénieurs ont participé à des formations spécialisées organisées dans le cadre du projet, ce qui leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences.
- Une exposition et un bureau d'information contribuent à sensibiliser la population locale en ce qui concerne les possibilités offertes par les nouvelles technologies et l'utilisation des sources renouvelables.
- Les professeurs utilisent de la documentation et du matériel de diffusion de l'information afin d'incorporer des éléments importants liés à l'économie d'énergie/les sources renouvelables dans leurs programmes.
- Au niveau régional, en rejoignant le Réseau de Haute Technologie d'Émilie-Romagne, il a été possible de non seulement agir au niveau local mais également en tant que modèle de référence dans le cadre de la coopération avec d'autres centres et laboratoires de ce réseau, en élargissant les horizons et en échangeant avec d'autres régions opérationnelles et d'autres initiatives.
- Enfin, la construction de la petite centrale expérimentale de cogénération alimentée par des copeaux de bois (35 kW - utilisant le système de gazéification du bois combiné à un moteur à combustion externe dont le fluide principal est un gaz soumis au cycle Sterling) a permis de jouer un rôle important au sein du groupe international d'experts. Le fait de partager notre expérience, en matière de gestion et de surveillance, a permis de davantage améliorer le système.

Informations pratiques

Personne à contacter : Sergio Palmieri

Courriel : palmieri@centrocisa.it

Organisation : CISA (Centro Innovazione Sostenibilità Ambientale)

Lien avec le projet/l'initiative: www.centrocisa.it

Début du Projet: 04/2006

Fin du Projet: 12/2010

Nouvelles technologies dans le Monde Rural

Description du projet :

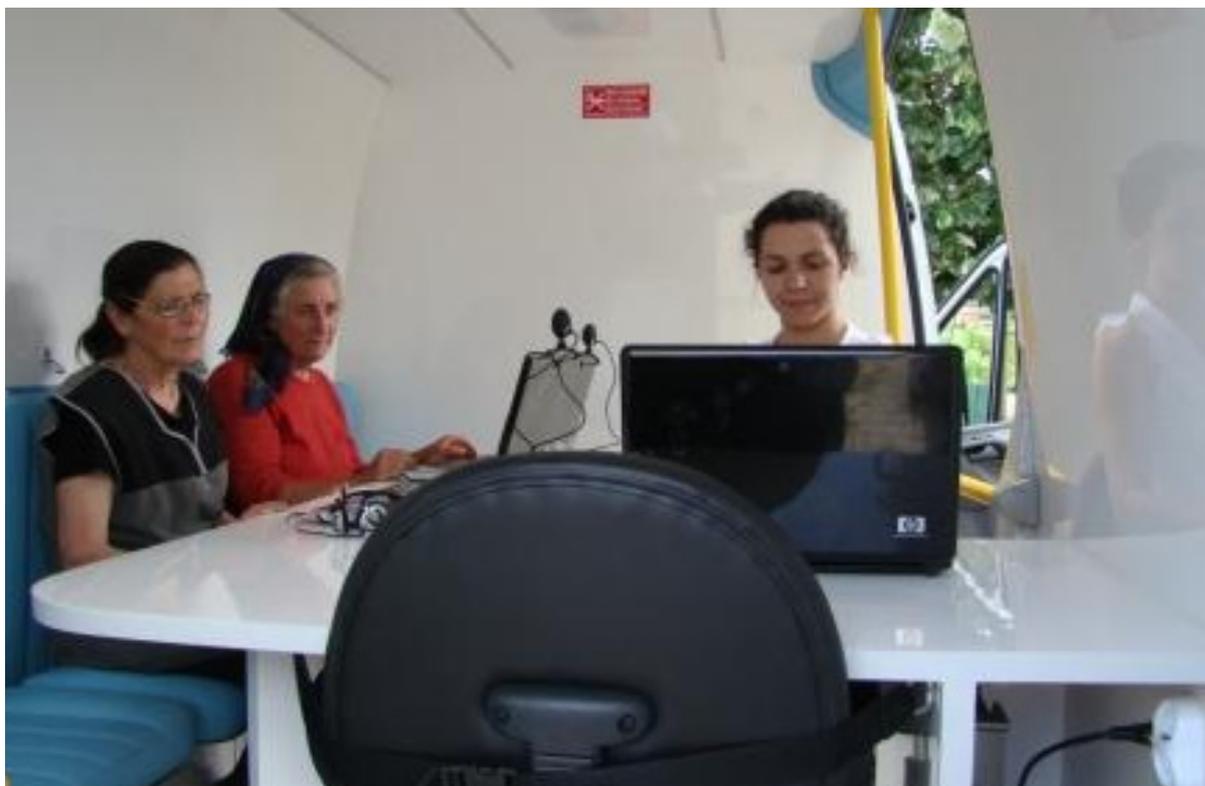
Ayant comme base la décentralisation des services municipaux, intégrés dans un contexte de société moderne où ce phénomène est de plus en plus nécessaire, particulièrement dans les communes de province, tenant compte des facteurs considérés importants, comme l'exode rural et l'isolement des populations qui se trouvent plus éloignés des centres urbains ainsi que les faibles accessibilités avec des réseaux de transports publics insuffisants, il est nécessaire de donner à ces populations les services municipaux disponibles et promouvoir l'approche des municipalités aux citoyens.

Ce projet a été développé dans le but de décentraliser l'administration locale en cherchant à minimiser les aspects bureaucratiques et en apportant les différents services auprès des communes grâce à un bureau itinérant qui dispose de trois voitures équipées comme il se doit et qui parcourt les différents villages de la municipalité. C'est là que divers sujets peuvent être traités, tels que la sécurité sociale, services de santé, électricité, téléphone, services liés à la mairie ou faire des choses plus simples comme envoyer un fax ou un e-mail, demander de l'aide pour lire une lettre ou remplir des formulaires, aidant aussi les personnes émigrées. Ces voitures disponibilisent aussi l'accès à internet par le biais d'ordinateurs qui y sont installés avec un réseau wi-fi ouvert.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

Il s'agit d'un projet innovateur dans la mesure où il permet d'apporter aux citoyens un ensemble élargi de services, qui jusqu'à présent n'était possible qu'à travers le déplacement jusqu'aux respectives institutions, permettant aussi d'apporter internet et les nouvelles technologies auprès de ceux qui, dû à diverses raisons, n'ont jamais eu l'occasion de s'en servir, en particulier les personnes âgées. Pour cela, des technologies de pointe et innovatrices sont utilisées au niveau des réseaux de communication. Par ce biais, le contact entre la population locale et ses êtres chers éparpillés dans les quatre coins du monde est maintenue, aspect d'extrême importance pour le maintien des liens affectifs avec le territoire.

Avec ce projet, nous avons l'intention de faire participer la population et donc d'encourager l'utilisation d'internet comme un moyen d'accélérer la résolution des problèmes, non seulement bureaucratiques mais aussi personnels et familiaux.



Transférabilité du projet:

Étant donné le succès qu'ont eu des initiatives similaires, il peut être assuré que ce projet contribuera à améliorer la qualité de vie des populations et pourrait être reproduit dans d'autres régions de montagne, dont le contexte socio-économique et géographique serait semblable à la commune de Boticas.

Ce projet n'a pas besoin d'être lié à un territoire spécifique, il suffit juste que celui-ci partage la volonté de minimiser les problèmes liés à l'intériorité et à la désertification de la population.

La mise en œuvre de ces types de projets n'entraîne pas l'utilisation des ressources spécifiques d'une région. Elle demande cependant, en plus de l'acquisition de ressources matérielles, de véhicules et équipements de technologies de pointe et de ressources humaines qualifiées, une gestion efficace tenant compte des spécificités du territoire dans le but de fournir un service de qualité à la population, assurant ainsi une bonne mise en œuvre du projet.

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels:

L'internet comme nouvelle forme de communication, écrite et visuelle, renforce les liens avec les résidents des collectivités qui, pour beaucoup d'entre eux, ont dû émigrer, mettant à leur disposition un nouveau moyen de communication et de résolution de problèmes et renforçant également les liens des migrants qui appartiennent à ces communautés avec le territoire de montagne, ses habitants, leurs expériences de vie et ses traditions.

Ce projet permet d'obtenir d'importants bénéfices pour la population et les entreprises du point de vue de l'utilisation des services et de l'accès aux nouvelles technologies, en contribuant à l'optimisation des recours existants, dans la mesure où divers sujets, de diverses institutions peuvent être traités en simultané. Il amène aussi de ce fait la réduction des coûts et l'uniformité du temps de réponse, tout comme la réduction des barrières physiques et technologiques à l'accès aux services publics, améliorant ainsi la qualité de vie des citoyens.



Ce projet vise à créer de nouvelles façons d'accéder à l'information, d'établir de nouvelles formes de relations entre l'administration locale et les citoyens, d'améliorer leur participation et la transparence dans les processus de décision, d'ouvrir de nouvelles dimensions à la liberté d'expression et tous les droits d'intervention démocratiques, de créer de nouveaux services et d'améliorer ceux qui existent ou encore lutter contre les discriminations sociales et régionales dans l'accès à l'information et aux services publics.

Informations pratiques

Personne à contacter : Fernando Pereira Campos

Courriel : presidente@cm-boticas.pt

Organisation : Municipalité de Boticas

Lien avec le projet/l'initiative: www.cm-boticas.pt

Début du Projet: 2003

Fin du Projet: en cours

Cluster portant sur le tourisme de montagne innovant

Description du projet :

Le cluster portant sur le tourisme de montagne innovant norvégien a pour ambition de transformer le tourisme de montagne en un secteur d'activité rentable et non saisonnier, avec des produits touristiques attractifs ciblant certains marchés internationaux du tourisme en particulier.



Objectif premier :

Etablir un cluster cohérent réunissant les parties prenantes du tourisme de montagne et axé sur l'innovation et un tourisme d'été à vocation internationale. En se concentrant sur l'innovation, le développement et la coopération entre le secteur du tourisme, les instituts de recherche et les organisations gouvernementales, l'idée est de doper l'emploi et de créer plus d'entreprises du tourisme financièrement viables.

La stratégie :

« Le cluster œuvrera au renforcement de la coopération entre participants par l'organisation de colloques et de plateformes de networking. Il permettra une compréhension accrue de l'innovation et offrira des capacités de mise en œuvre grâce à l'augmentation systématique des connaissances à tous les échelons des entreprises.

Les 7 destinations participantes gagneront en attractivité aux yeux des marchés internationaux, grâce à la promotion des nouveaux développements et l'entrepreneuriat dans les destinations, ainsi que par l'accessibilité accrue des produits. Par ailleurs, l'amélioration des conditions-cadre du tourisme de montagne stimulera également le potentiel de croissance. »

Financement :

Les partenaires associés autour de l'étude-pilote ont demandé un financement national auprès du programme norvégien ARENA et obtenu en 2004 1,5 millions d'euros pour financer leurs activités sur 3 ans (2005-2007). Le budget total du cluster sur ces trois années avoisinait 8,75 millions d'euros, dont 5 millions de fonds privés (apport de capitaux et de temps) et 2,25 millions d'euros de fonds publics additionnels.

Aspects innovants du projet/de l'initiative :

La stratégie se décomposait en quatre volets stratégiques :

Mise en réseau et construction des connaissances au sein du cluster. Objectif : Stimuler la volonté de coopérer et la capacité à le faire entre les parties prenantes, au sein des 7 destinations et du cluster, avec trois piliers fondamentaux :

Entrepreneuriat et développement de produits. Objectif : Multiplier les nouveaux établissements et les développements de produits sur les 7 destinations.

Conceptualisation et ventes. Objectif : Conceptualiser, mettre sur pied et tester des produits nouveaux ou actuels pour les marchés potentiels.

Conditions-cadre. Objectif : Améliorer les conditions-cadre du tourisme de montagne en tant que secteur d'activité, et renforcer la relation entre la protection et l'utilisation des ressources nationales, suivant les principes de développement d'un tourisme durable.

Pour le cluster portant sur le tourisme de montagne innovant, la seule *construction* du cluster était déjà la principale innovation. Dans ce cadre, nous avons mis en place de nouveaux réseaux, de nouvelles zones de réseau, de nouveaux produits et, pour finir, un réservoir de connaissances plus vaste sur le tourisme de montagne et les gageures qu'il représente.



Transférabilité du projet :

La construction du cluster portant sur le tourisme de montagne innovant s'est faite dans une région proche du plateau de Hardanger, mais le cluster aurait pu voir le jour n'importe où en Norvège ou ailleurs, dans une région montagnarde ou pas.

Le tourisme est une activité fragmentée, particulièrement en été, avec de petits prestataires de services travaillant avec les établissements d'accueil. Le cluster portant sur le tourisme de montagne innovant a permis aux petites entreprises de se voir comme une entité plus large, conquérant ainsi l'accès aux autorités locales, régionales et nationales, aux environnements de R&D et aux institutions financières. La condition sine qua non pour créer une initiative de ce type ailleurs, c'est la volonté de coopérer, de travailler à long terme et de se fixer des objectifs communs.

Impact du projet sur la région /sur les structures de gestion/les acteurs/les processus décisionnels :

L'étude pilote réalisée avant le démarrage du cluster portant sur le tourisme de montagne innovant réalisait deux analyses, avec les résultats suivants :

*Le « cluster montagne » se caractérise par des PME à faible activité d'innovation, celle-ci se concentrant par ailleurs plutôt sur l'innovation incrémentale que sur le développement de nouveaux produits.

*Le développement de nouvelles activités et de la coordination parmi les tours opérateurs sur les 7 destinations touristiques et entre elles se divisait entre le tourisme d'hiver et le tourisme d'été.

***Quatre grands obstacles s'élevaient contre le développement d'activités nouvelles et innovantes destinées au tourisme d'été :**

→ Le manque de capital risque, le manque d'information entre les acteurs de la triple hélice sur les 7 destinations touristiques et entre elles, Le manque de connaissances sur le tourisme et sur la méthode à suivre pour conceptualiser, conditionner et vendre des séjours de tourisme de montagne sur un marché international, L'absence de structures pour ce qui est de la planification des infrastructures.

*** Pour développer le cluster portant sur le tourisme de montagne, plusieurs initiatives ont dû être lancées :**

→ Il a fallu développer de nouveaux produits, Le marketing, les ventes et les réservations ont dû être réétudiés, Il a fallu mettre l'accent sur l'entrepreneuriat pour stimuler l'innovation, De nouvelles connaissances et de meilleures compétences ont dû être développées, La coopération entre les partenaires de la triple hélice devait ouvrir la voie à de nouvelles alliances collaboratives.

***Le cluster portant sur le tourisme de montagne innovant a engendré :**

→ La compréhension commune des challenges et des possibilités, La sécurité par-delà les frontières municipales, Un environnement propice au développement en coopération avec les gens de la R&D, dans l'acceptation et le respect de ceux-ci, Un réseau d'aménageurs/conseillers pour les municipalités/comtés, très souvent appelés à relever des défis similaires.

***Les leçons tirées du projet :**

→ Nous devons continuer de construire la connaissance du marché et de la marche à suivre pour l'affronter, L'union fait la force : nous devons combiner les activités marketing de différents secteurs (tourisme, agriculture, pêche, pétrole...), Notre nature n'a rien à envier à celles des autres pays, mais nulle part la commercialisation n'en est aussi mauvaise - c'est particulièrement vrai pour nos Parcs Nationaux, Nous avons besoin de sociétés fortes au niveau des destinations et d'une coopération spécialisée entre le secteur du tourisme et les autorités publiques.

À 6 ans, un cluster n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements...

Le cluster portant sur le tourisme de montagne innovant est depuis six ans un processus d'apprentissage pour toutes les parties prenantes. D'une absence totale de coopération, ou uniquement contrainte et forcée, sept destinations sont passées à la création d'une entreprise commune qui sera chargée de la suite du projet, Innovativ Fjellturisme AS, et ce en impliquant de surcroît une bonne partie de leurs entreprises et autorités compétentes locales.

Informations pratiques

Personne à contacter : Kjell-Gunnar Dahle

Courriel : kjell-gunnar@fjellturisme.no

Organisation: Innovativ Fjellturisme AS

Lien avec le projet/l'initiative: www.fjellturisme.no

Début du Projet: Octobre 2004

Fin du Projet: Octobre 2009

**Hedmark fylkeskommune
Fjellregionsamarbeidet**

Postboks 4404
Bedriftssenteret
2325 Hamar
Norvège



TEL : 0047 (0)62 54 40 00

Email : fjellregionsamarbeidet@hedmark.org



EUROMONTANA

Place de Champs de Mars, 2
1050 Bruxelles
Belgique

TEL : 0032 (0)2 280 4283

FAX : 0032 (0)2 2804285

Email : info@euromontana.org

